

LE TERRITOIRE EN PERSONNE(S)

MAI 2026
N° 144

GUYA MAG

EWAG.

+ le livret emploi
by bonfilon

**ALEXANDRA
BARTAUD**

*gérante de
Parfumerie Club*

« LA MAGIE
DU PARFUM »

DOSSIER | À BORD DES BATEAUX QUI VEILLENT SUR NOUS

Entretien inédit avec Dr DENIS MUKWEGE 42 • 24h avec ORLANE ET CÉLIAN 48
Déambulation DANS LE JARDIN de nos mères 62 • SÉLECTION CULTURELLE
AUTOUR DU MOIS DES MÉMOIRES 69 • La LOI TAUBIRA a 25 ans 68

NOUVELLE RENAULT CLIO



LE COUP DE COEUR



Contactez-nous

à partir de

339€
/mois*
LOA 60 mois

SANS APPORT



UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

*RENAULT CLIO 0+ - Exemple pour une location avec option d'achat de 22208,76€ d'une durée de 60 mois et d'un kilométrage annuel de 0 km, 1er loyer de 0€ suivi de 60 loyers mensuels de 339€ hors assurance facultative, option d'achat finale de 8484€, soit un montant total dû sans option d'achat finale de 20444€ hors assurance facultative (dont 11,0438€ de frais de dossier). Montant total dû avec option d'achat finale de 28928€ hors assurance facultative (dont 11,0438€ de frais de dossier). Le coût mensuel de l'assurance facultative Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de travail, souscritte auprès de Cardif Assurance Vie et Cardif Assurance Risques Divers, est de 25,3179864€ par mois qui s'ajoute au montant du loyer ci-dessus. Coût total de l'assurance facultative : 1520€. * Loyer arrondi à l'euro supérieur.

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

Guyane
Automobile

0594 35 91 33
MATOURY (Zone Terca) | KOUROU | ST-LAURENT DU MARONI



ÉDITO

Un temps pour se souvenir

Elle habite les lieux, les visages, les gestes simples. Elle surgit de la vibration d'une conque jusqu'à émouvoir le prix Nobel de la paix Dr Denis Mukwege, en visite en Martinique. Elle se dissimule derrière un paysage, celui d'une yole sur le rivage de l'île de Gorée, 50 ans après la rencontre entre Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor. Elle se transmet dans l'apparente banalité d'une mère dans son jardin, photographiée par Cédric-Isham Calvados.

La mémoire.

Sans elle, les histoires s'effacent et les identités se fragilisent. Mais que signifie se souvenir ? On a posé la question à Audrey Célestine en ce mois de commémorations. Chez nous, la mémoire porte une force particulière. Elle traverse les récits familiaux, les traditions, les silences aussi. Elle garde la trace des joies, des souffrances, des luttes et des héritages qui façonnent nos communautés. Lien vivant entre les générations.

Parce qu'au fond, ce que nous choisissons de transmettre dit toujours quelque chose de ce que nous voulons sauver.

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles
Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane





Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadInMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrices de la Diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)
Anouck Talban

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay - Sandrine Chopot - Caroline Babin - Karolyne Vidéira Hubert - Laëtizia Juraver - Axelle Dorville

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Christophe Fidole

Photo de couverture
Mathieu Delmer

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)
Community manager
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

VIDÉO
JRI
Arnaud Galipo (0690 34 90 01)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
MadInmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.

Ils et elles ont contribué à ce numéro



Axelle Dorville
Rédactrice chez bonfilon.info



Audrey Béral
Déléguée générale bonfilon



Marie Prat
Consultante en communication



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H. Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

L'assurance Habitation GFA

2 mois d'assurance offerts à vie !



gfacaraibes.fr



Asiré nou la !

Pour toute nouvelle souscription d'une assurance habitation GFA, profitez de deux mois de cotisations offerts à vie !

Offre valable du 1^{er} au 30 juin 2026



**GFA
CARAÏBES**

Information non-contractuelle à caractère publicitaire. Les garanties peuvent donner lieu à exclusions, limitations et franchises. Pour connaître le détail, l'étendue et les conditions de garantie, reportez-vous aux dispositions générales et particulières du contrat. La souscription d'un contrat ou de certaines garanties demeure soumise à nos règles d'acceptation des risques. *Pour toute nouvelle souscription d'un contrat multirisques habitation, en tacite reconduction et par prélèvement mensuel, hors contrat à la carte. Cet avantage est acquis à vie (tant que ce contrat souscrit dans le cadre de cette opération restera en vigueur). Offre valable jusqu'au 30.06.2026.

SOMMAIRE

LES VOIX DU TERRITOIRE

- 10 **PARFUMERIE CLUB** Préserver l'alchimie
- 14 **RSMA** Accompagner, structurer, révéler
- 18 **FRANCE TRAVAIL** L'emploi pour tous

ET SI

- 26 **AEROKONSULT** Viser l'excellence, ici et maintenant
- 28 **DOSSIER** Ces bateaux qui veillent sur nous

LES YEUX DU MÉDIA

- 42 Entretien exceptionnel avec **Dr DENIS MUKWEGE**
- 46 **BRÈVES**
- 48 **DANS LES PAS** d'Orlane et Célian
- 50 **PEUT-ON PRÉVOIR L'ÉVOLUTION** des côtes guyanaises grâce au passé ?
- 53 **AVION, BOULOT, DODO** : les habitués des vols interrégionaux
- 56 **PORTRAIT DE CÉLIA DUQUESNAY**, l'ingénieure globe-trotteuse
- 58 **BIEN-ÊTRE, BIEN TRAVAILLER ?** Réponse avec bonfilon
- 60 **LE CHIFFRE**
- 62 **PORTFOLIO** Le jardin de ma mère
- 68 **LA LOI TAUBIRA** en 45 minutes
- 69 Sélection culture : **LE MOIS DES MÉMOIRES**
- 72 **IMAGE DU MOIS**
- 74 **CE QU'IL NE FALLAIT PAS LOUPER !**



NOUVEAU RAV4



Hybride dernière génération



ESSAYEZ-LE

NCCIE

CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE 1358 Route de Baduel Cayenne, 97335, Guyane Française - Tel : 0594 29 64 64

Modèle présenté Toyota RAV4 Hybride EMOTION 4X2, consommation mixte WLTP de 5,2 l/100 km et émissions de CO₂ de 118 g/km. Photo non contractuelle.



bonfilon

by EWAG

Vous recherchez un **talent** ?



Vous recherchez un **emploi** ?

Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info



LES VOIX DU TERRITOIRE

Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle
Alexandra Bartaud
Karine Cresson-Ibris
Jonathan Abienso
Colonel Thibaut Dutailly
Marthe Panelle Karam
Carole Marchand
Morgana Tagliarolo
Vincent Polin Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle
Alexandra Bartaud
Karine Cresson-Ibris
Jonathan Abienso
Colonel Thibaut Dutailly
Marthe Panelle Karam

Carole Marchand
Morgana Tagliarolo
Vincent Polin
Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle
Alexandra Bartaud
Karine Cresson-Ibris
Jonathan Abienso
Colonel Thibaut Dutailly
Marthe Panelle Karam
Carole Marchand
Morgana Tagliarolo
Vincent Polin Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle
Alexandra Bartaud

PRÉSERVER L'ALCHIMIE

Parfumerie Club a toujours défendu un univers qui dépasse la seule parfumerie, en mêlant beauté, maroquinerie et accessoires. Référence à Kourou depuis des décennies, l'enseigne s'est développée au fil du temps à Cayenne et à Saint-Laurent-du-Maroni, tout en préservant ce qui fait son identité : le conseil, la proximité et l'exigence. Rencontre avec Alexandra Bartaud, qui en pilote aujourd'hui le développement.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Mathieu Delmer

Qu'est-ce qui fait l'ADN de Parfumerie Club ?

Sans doute le soin que nous apportons à notre clientèle. C'est ainsi que nous sommes passés d'une petite parfumerie en perte de vitesse à Kourou à un réseau de trois boutiques sur le littoral guyanais. Nous travaillons aussi en étroite collaboration avec les marques pour mieux les valoriser auprès de nos clients.

Lorsque nous avons repris Parfumerie Club en 2003, l'enseigne travaillait déjà avec de grandes signatures du sélectif, comme Dior, Guerlain ou Paco Rabanne. Elle avait en revanche perdu la distribution de plusieurs marques prestigieuses comme Yves Saint Laurent ou Lancôme, et ne bénéficiait pas encore de l'agrément Chanel. Je suis persuadée que le fait d'avoir su préserver, développer et valoriser ces belles maisons au sein de Parfumerie Club a contribué à fidéliser notre clientèle. Cela s'inscrit dans notre goût pour l'échange et dans la volonté d'offrir bien plus qu'un achat : un moment, un univers, une écoute, un conseil.

Parfumerie Club est une aventure familiale. Quels souvenirs gardez-vous du magasin quand votre

mère le reprend en 2003 ?

C'était une très jolie boutique. Je garde le souvenir d'un lieu pensé comme un concept store, où l'on trouvait déjà des accessoires de mode, mais aussi de la décoration. Quand ma mère a repris l'enseigne en 2003, elle ne connaissait pas encore cet univers. C'était une vraie aventure entrepreneuriale. À ce moment-là, j'évoluais pour ma part dans l'univers de la pâtisserie, qui a été ma première passion. J'ai quitté ce milieu pour venir l'aider et partager avec elle cette aventure familiale.

J'ai ensuite choisi de repartir dans l'Hexagone avec l'idée de me former au métier de la parfumerie, avant de revenir participer au développement de l'entreprise familiale. J'ai notamment travaillé chez Marionnaud, puis chez L'Artisan Parfumeur à Bordeaux, lors de l'ouverture de la première boutique en propre de la maison dans cette ville. Ces expériences m'ont permis d'acquérir les bases du métier, ainsi qu'une véritable exigence en matière de service, de produits et d'univers du luxe.

« UN PARFUM
NE SE RÉVÈLE
JAMAIS TOUT À
FAIT DE LA MÊME
MANIÈRE D'UNE
PERSONNE À
L'AUTRE »

Alexandra Bartaud,
gérante de Parfumerie Club



Comment avez-vous contribué à faire grandir Parfumerie Club lorsque vous en reprenez la gérance en 2012 ?

Avant 2012, notre déménagement dans de plus grands locaux en 2009 a vraiment changé la donne : nous avons pu élargir notre offre et obtenir l'agrément de nouvelles marques. L'autre élément important a été le prix. Notre politique est de proposer des tarifs cohérents, alignés autant que possible sur ceux pratiqués dans l'Hexagone. Quand ma mère a repris l'enseigne en 2003, les prix étaient entre 20 % et 40 % plus élevés. Beaucoup de marques nous soutiennent dans cette démarche, même si ce n'est pas toujours évident.

En 2012, j'ai conservé cette même dynamique : prendre soin du client, faire des animations, consolider les partenariats avec les marques qui nous ont toujours soutenus. Nous avons su montrer que nous étions capables de respecter les exigences des marques, de former les équipes et d'organiser des animations de qualité. Les marques nous envoient régulièrement des maquilleurs pour animer des ateliers dans nos boutiques. Cela permet d'accueillir les clients dans un autre cadre, comme lors de nos soirées ventes privées, organisées deux fois par an. Le soin apporté au client et l'accueil restent ma priorité.

Au fil des années, cette exigence a aussi été reconnue par les plus grandes maisons de la parfumerie sélective. Des marques comme Chanel, Yves Saint Laurent, Prada, Lancôme ou Valentino nous ont accordé leur confiance en nous donnant l'agrément pour distribuer leurs produits. Pour une maison indépendante comme la nôtre, cette confiance a une valeur particulière : elle reflète la solidité du travail accompli, la qualité de notre positionnement et la relation construite dans le temps avec nos partenaires.

Au fil des années, cette exigence a aussi été reconnue par les plus grandes maisons de la parfumerie sélective. Des marques comme Chanel, Yves Saint Laurent, Prada, Lancôme ou Valentino nous ont accordé leur confiance en nous donnant l'agrément pour distribuer leurs produits. Pour une maison indépendante comme la nôtre, cette confiance a une valeur particulière : elle reflète la solidité du travail accompli, la qualité de notre positionnement et la relation construite dans le temps avec nos partenaires.

Combien de références proposez-vous ?

Nous proposons aujourd'hui plus de 4 000 références, de la parfumerie à la maroquinerie, en passant par les cosmétiques, le maquillage et les accessoires. Lorsque nous avons repris Parfumerie Club, cette diversité faisait déjà partie de son identité et nous avons tenu à préserver cet esprit. Nous l'avons en revanche rendu plus lisible et plus cohérent, en recentrant progressivement l'offre sur les univers les plus cohérents avec notre identité. Les articles de décoration, par exemple, ont disparu, tandis que l'Art

d'offrir, la beauté et les accessoires de mode restent au cœur de notre proposition.

Quelle place accordez-vous aux marques locales ?

Nous essayons, autant que possible, de travailler avec des marques locales, même si elles restent encore peu nombreuses. Nous distribuons notamment Dah Yana Beauty, une très belle marque portée par Marlana Royer. Après s'être formée en dehors de la Guyane, elle a fait le choix d'y revenir pour y transmettre et y exprimer son savoir-faire. À travers cette marque, nous sommes heureux de soutenir une création locale de qualité.

Comment adaptez-vous la sélection à votre clientèle ?

Nous tentons de développer des marques de niche, encore peu présentes en Guyane, à l'image de Xerjoff. C'est l'occasion de faire découvrir des maisons plus exclusives et différenciantes, même si nous ne représentons pas toujours un marché suffisant pour certaines d'entre elles. Nous cherchons aussi à proposer la gamme la plus large possible, mais nous nous heurtons parfois à des contraintes de catalogue. Les produits pour le bain, par exemple, sont très appréciés ici, alors qu'ils ne sont pas toujours disponibles

pour notre marché. Il en a été de même pour les teintes de maquillage : il a fallu du temps pour obtenir des références adaptées à la diversité des carnations guyanaises. C'est un travail de longue haleine, mené avec des fournisseurs qui nous accompagnent avec confiance.

pour notre marché. Il en a été de même pour les teintes de maquillage : il a fallu du temps pour obtenir des références adaptées à la diversité des carnations guyanaises. C'est un travail de longue haleine, mené avec des fournisseurs qui nous accompagnent avec confiance.

Comment trouve-t-on son parfum ?

C'est un peu magique... Quand on échange avec sa conseillère ou son conseiller, et qu'on explique ce que l'on aime, on peut se laisser surprendre par des propositions auxquelles on n'aurait pas pensé. Notre rôle est de favoriser cette découverte. Trouver son parfum, c'est aussi trouver une fragrance qui nous ressemble, comme un prolongement de soi. Ensuite, le test sur la peau reste essentiel : un parfum ne se révèle jamais tout à fait de la même manière d'une personne à l'autre.

Avec ma mère, par exemple, nous partagions parfois les mêmes goûts, mais nous ne pouvions pas forcément porter les mêmes parfums, car ils n'avaient pas du tout le même rendu sur nos peaux, qui semblaient



pourtant proches. C'est aussi cela, la magie du parfum. La peau, le climat et l'humidité influencent sa diffusion et son évolution, et c'est particulièrement vrai en Guyane. On peut ensuite prolonger la tenue et le sillage avec des produits pour le corps assortis, qui prolongent aussi le plaisir de porter son parfum, et souvent la confiance en soi qui l'accompagne.

Justement, qu'est-ce qui fait de Parfumerie Club une enseigne profondément guyanaise ?

J'ai la chance de travailler avec des équipes formidables, et le développement de Parfumerie Club est très lié aux belles rencontres faites au fil des années. Nous nous sommes développés à Saint-Laurent-du-Maroni parce qu'une ancienne stagiaire de Kourou, qui avait



Quels sont vos prochains projets de développement ?

Lorsque j'ai repris la gérance en 2012, ma volonté était claire : donner à Parfumerie Club une structure, une vision et une trajectoire de développement. Il s'agissait de faire vivre un réseau solide, exigeant et durable, capable d'incarner en Guyane une certaine idée de la parfumerie sélective. Cette ambition s'est concrétisée avec l'ouverture du magasin de Saint-Laurent-du-Maroni en 2018, puis de celui de Cayenne en juin 2025. Aujourd'hui, cette présence à Kourou, Saint-Laurent-du-Maroni et Cayenne fait de Parfumerie Club le seul réseau de parfumeries sélectives présent à la fois sur ces trois pôles du littoral guyanais.

Je souhaite désormais renforcer notre présence sur Internet, même si cela reste complexe compte tenu des contraintes propres à notre univers et à certaines marques. Par ailleurs, j'aimerais développer à Cayenne des ateliers soins et des cours de maquillage.

Le magasin de Cayenne marque une étape importante dans notre évolution : il exprime encore davantage notre volonté de monter en gamme, avec une place plus affirmée donnée aux marques de niche, aux bijoux et à la maroquinerie. C'est également, à ce jour, le seul magasin où nous proposons des maisons comme Lancel, Le Tanneur et GAS Bijoux.

créé son institut de beauté là-bas, me disait que ses clientes souhaitent avoir accès à nos produits. C'est en grande partie grâce à elle que je me suis lancée dans cette ouverture, et elle a ensuite dirigé le magasin pendant plusieurs années. La responsable actuelle de Saint-Laurent est une ancienne apprentie de Kourou. La responsable de développement du réseau est, elle aussi, une ancienne collaboratrice partie plusieurs années à La Réunion avant de revenir travailler à mes côtés. J'ai la chance d'avoir su fidéliser des personnes de confiance, et cela compte énormément dans une aventure comme la nôtre.

Aujourd'hui, je poursuis le développement de Parfumerie Club avec la même conviction : faire grandir une entreprise familiale, indépendante et enracinée, capable d'allier les standards de la parfumerie sélective à une vraie proximité avec le territoire guyanais et avec celles et ceux qui y vivent.



Formation

ACCOMPAGNER, STRUCTURER, RÉVÉLER

Chef de corps du **RSMA de la Guyane** depuis juillet 2025, le colonel Thibaut Dutailly pilote un dispositif essentiel pour l'insertion des jeunes. Dans un territoire aux réalités complexes, le régiment agit comme un véritable levier d'avenir, entre exigence, accompagnement et engagement humain.

Texte Sandrine Chopot



Formation sur le plateau du RSMA, dans les années 1970



De nos jours...

Le RSMA fait sa JPO !

Le 6 juin 2026, le RSMA de Saint-Jean-du-Maroni organise sa journée portes ouvertes. Une occasion pour la population guyanaise de découvrir ses actions, ses formations, d'échanger avec les équipes. Plusieurs animations sont prévues : restauration sur place, tombola avec de nombreux lots à remporter.

Quel regard portez-vous sur l'évolution du RSMA de la Guyane et sur son rôle aujourd'hui dans le territoire ?

Présent en Guyane depuis l'origine du Service militaire adapté, le RSMA a profondément évolué. Sa mission de départ était tournée vers le développement des infrastructures. Depuis la suspension du service militaire en 1997, il s'est recentré sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. C'est aujourd'hui notre cœur de mission. Nous restons également

mobilisables en appui à la population, notamment en cas de catastrophes naturelles.

Le RSMA est souvent présenté comme un tremplin pour la jeunesse. Confirmez-vous ?

Chaque année, nous formons 17 % d'une classe d'âge, avec 85 % de sorties positives vers l'emploi. Les jeunes accueillis sont tous volontaires, souvent en grande difficulté et ont besoin d'un cadre structurant. Certains sont en situation d'illettrisme ce qui nécessite une remise à niveau assurée par sept enseignants de l'Éducation nationale mis à disposition par le Rectorat.

Deux parcours coexistent : les volontaires stagiaires, majoritaires, suivent une formation de 6 à 12 mois pour accéder à l'emploi (615 jeunes formés en 2025) ; les volontaires techniciens (180 jeunes en 2025), déjà diplômés, viennent acquérir une première expérience. Tous bénéficient d'une formation au permis de conduire, indispensable à leur insertion (600 permis délivrés en 2025).

Comment adaptez-vous vos formations aux besoins du territoire ?

Nous travaillons en lien étroit avec les acteurs publics et économiques, et en particulier avec France Travail. Notre offre de formations évolue chaque année pour rester en phase avec les besoins du territoire. Les formations se tiennent au sein du régiment où nous disposons de nos propres plateaux techniques. Nous faisons appel à des formateurs extérieurs lorsque nécessaire.

Quels sont les secteurs d'avenir sur lesquels vous misez ?

Nous nous appuyons sur des secteurs porteurs comme le BTP ou encore la sécurité. Tous les ans, le RSMA forme 120 agents de prévention et sécurité. Les filières du service et tertiaire sont également représentées. Nous développons aussi de nouvelles filières : monteur dépanneur en froid et climatisation, employé commercial en magasin, maintenancier pour engins lourds de travaux publics.

Une filière de sapeurs-pompiers volontaires ouvrira prochainement, en partenariat avec le SDIS de Guyane, pour répondre à des besoins concrets du territoire.

En quoi l'expérience du RSMA transforme-t-elle les jeunes ?

Au-delà des compétences techniques, notre projet pédagogique s'appuie sur les cinq règles de vie qui structurent du RSMA et directement applicables en entreprise : être à l'heure, être dans la bonne tenue, respecter ses chefs et camarades, travailler en équipe, agir en sécurité. Notre approche allie exigence et bienveillance pour redonner confiance et permettre à chacun de se projeter. Un suivi est assuré après la formation, car l'insertion s'inscrit dans la durée.

Quelles sont vos ambitions pour les prochaines années ?

Nous souhaitons accueillir davantage de jeunes. Un projet de quatrième compagnie à Saint-Jean-du-Maroni permettra d'augmenter notre capacité d'environ 150 volontaires d'ici 2030.

Qu'est-ce qui vous touche le plus dans votre engagement ?

La Guyane se distingue par sa diversité et sa richesse humaine.

Le RSMA y rassemble des jeunes aux parcours et aux origines très variés, créant du lien et favorisant une véritable cohésion au sein de cette diversité.

Un message à vos équipes, aux Guyanais ?

Je tiens à saluer l'engagement des équipes, pleinement investies dans une mission à la fois exigeante mais profondément utile.

À la population guyanaise, j'adresse ma reconnaissance pour la confiance accordée : les familles nous confient leurs jeunes, cette responsabilité nous engage pleinement.

Depuis 65 ans, le RSMA agit au service du territoire, avec une mission plus que jamais actuelle et porteuse de sens, résumée par notre logo à la fois simple et fort : « 65 ans du RSMA. Pour la jeunesse. Pour la Guyane. »



Colonel Thibaut Dutailly, chef de corps du RSMA de la Guyane depuis juillet 2025.



RSMA Saint-Jean-du-Maroni
Saint-Jean-du-Maroni
05 94 34 45 02
www.rsmaguyane.fr/contact.html

La formation professionnelle, moteur des transitions et de l'inclusion en Guyane



Karine Cresson-Ibris, vice-présidente déléguée à l'emploi, l'insertion et la formation professionnelle

À l'heure où les sociétés sont confrontées à des transitions profondes – écologiques, numériques, énergétiques et sociétales – la formation professionnelle apparaît plus que jamais comme un levier stratégique d'adaptation, de cohésion sociale et de développement durable. Ces mutations imposent aux territoires de repenser leurs politiques publiques afin d'anticiper les besoins de demain tout en veillant à ne laisser personne de côté.

Anticiper les métiers et les compétences de demain

La formation ne peut plus se limiter à transmettre des savoir-faire techniques. Un des principaux défis est d'anticiper les évolutions des métiers et des compétences. La transformation des secteurs économiques, sous l'effet de la transition écologique ou de la révolution numérique, entraîne l'émergence de nouveaux métiers mais également la mutation profonde des emplois existants. Il est indispensable d'identifier les besoins futurs des territoires et des entreprises, et de définir les compétences clés permettant d'accompagner les transitions. La CTG, avec ses partenaires (les filières elles-mêmes, les OPCO, l'OREF-CARIF, les différents observatoires, etc.), porte une démarche prospective permettant d'adapter l'offre de formation aux réalités économiques locales et de

sécuriser les parcours professionnels des apprenants face aux mutations du marché du travail.

Intégrer les transitions au cœur des parcours de formation

Les enjeux écologiques, numériques et sociétaux doivent être intégrés de manière transversale dans les parcours de formation. L'objectif est double : répondre aux besoins émergents des entreprises tout en préparant les apprenants à évoluer dans une société en transformation. La formation professionnelle devient alors un espace d'innovation pédagogique capable de développer des compétences adaptées aux réalités contemporaines.

Il faut sensibiliser les futurs professionnels aux défis environnementaux, aux usages responsables du numérique, à la sobriété énergétique ou encore aux nouvelles formes d'organisation du travail. Cette évolution est essentielle pour permettre aux entreprises de renforcer leur compétitivité et en répondant aux exigences croissantes de durabilité et de responsabilité sociale.

La transition juste : concilier écologie et équité sociale

Cependant, les transitions ne pourront être pleinement réussies sans une prise en compte forte des enjeux sociaux. Comme le rappelle le principe de la « transition juste », il ne peut y avoir de transition écologique et énergétique sans transition sociale. C'est particulièrement une réalité en Guyane, marquée par de fortes disparités sociales et

territoriales. Une part importante de la population fait face à des difficultés d'accès à l'emploi, à la mobilité, aux services essentiels ou encore à des solutions de consommation plus durables.

Une transition juste implique d'associer les citoyens, les collectivités, les entreprises et les acteurs de la formation afin de construire des solutions partagées et durables.

Faire des transitions un levier d'inclusion sociale

Pour que les transitions deviennent de véritables opportunités d'inclusion sociale et de développement territorial, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes économiques permettant aux populations de devenir pleinement actrices de leur développement et de s'épanouir à travers l'activité économique. Une économie inclusive garantit à chacun l'accès aux biens et services essentiels tout en offrant la possibilité de contribuer activement à la vie économique.

La formation professionnelle permet notamment d'accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi vers de nouvelles opportunités professionnelles liées aux transitions : métiers de l'économie verte, services de proximité, numérique, artisanat local, transition énergétique ou encore économie sociale et solidaire. Maripa-Soula : un territoire laboratoire de la transition inclusive

Parmi les sept communes isolées ou enclavées de Guyane, Maripa-Soula fait face à des difficultés structurelles qui traduisent les fortes inégalités sociales et territoriales du territoire.

Dans le cadre du programme Guyane Révélée, la collaboration renforcée entre la municipalité de Maripa-Soula – qui accueillera l'un des quatre sites pilotes pour la construction des 13 villages d'inclusion prévus – et la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) ouvre des perspectives prometteuses.

L'objectif est de faire de Maripa-Soula un incubateur d'une économie plus inclusive, capable de concilier développement local, transition écologique et montée en compétences des habitants. Cette dynamique permettra à la CTG de matérialiser concrètement sa politique d'accompagnement des transitions par la formation. Cela commence par : un plan de développement des compétences dans les métiers sanitaires et sociaux, les conseillers en insertion et

les métiers favorisant le développement des filières environnementales, énergétiques et numériques, la réhabilitation de l'ancien Centre régional d'orientation et de formation (CROF) de Maripa-Soula pour accueillir la Division de développement local (DDL) et les formations durant la construction du Village d'Inclusion de Maripa-Soula

En conclusion, il me tient à cœur de réaffirmer le rôle central de la formation professionnelle comme levier d'émancipation, d'adaptation et de performance durable face aux mutations. La formation apparaît comme un outil essentiel pour anticiper les besoins de demain.

Plus qu'un simple dispositif d'apprentissage, elle constitue désormais un véritable projet de société, invitant l'ensemble des acteurs – collectivités, entreprises, organismes de formation et citoyens – à innover, coopérer et construire ensemble des réponses durables aux défis actuels et futurs.



Karine Cresson-Ibris (vice-présidente déléguée à l'emploi, l'insertion et la formation professionnelle) et Jonathan Abienso (maire de Maripasoula)

Dossier préparé par Katia Pulchérie-Émerencienne

Vous souhaitez vous former pour monter en compétences et/ou retrouver un emploi ? La CTG vous accompagne à chaque étape.

Pour accéder à ces formations, rapprochez-vous de votre organisme prescripteur

Recrutement

L'EMPLOI POUR TOUS

Chaque année, il donne le pouls des intentions de recrutement sur chaque territoire, entre métiers en demande et difficultés de recrutement. C'est le rapport Besoin en main d'œuvre des entreprises publié par **France Travail**, qui au-delà du simple état des lieux, permet de concevoir des solutions adaptées pour, toujours, favoriser la rencontre entre les demandeurs d'emploi et les employeurs. Focus sur l'édition 2026 avec Jean-Luc Loubli, directeur régional France Travail Guyane.

Texte Axelle Dorville – Photo Lou Denim



Jean-Luc Loubli, directeur régional

Ce qu'il faut retenir du rapport BMO 2026

- Une baisse des projets de recrutement (env. 7 000 projets de recrutement en 2026) et des entreprises qui envisagent de recruter
- 7 intentions d'embauche sur 10 sont concentrées dans le secteur des services, dans trois domaines : Administration publique et enseignement / Transports et entreposage / Hébergement et restauration
- Les projets de recrutement augmentent dans le bassin de Saint-Laurent-du-Maroni, contrairement à ceux de Cayenne et de Kourou.
- 85 % des projets d'embauche concernent des contrats durables
- En 2025, deux tiers des employeurs ayant annoncé avoir une intention d'embauche ont réalisé au moins une déclaration préalable à l'embauche (DPAE).

Le rapport BMO est publié depuis 2002. Comment est-il concrètement utilisé ?

Jean-Luc LOUBLI : Le rapport BMO nous permet d'anticiper les besoins en recrutement des entreprises et de mieux appréhender les grandes évolutions du marché du travail en Guyane. Au-delà des chiffres, il constitue un véritable outil d'aide à la décision pour adapter les politiques d'accompagnement, de formation et de recrutement aux réalités du territoire. Il nous aide à identifier les secteurs en tension, les métiers émergents, mais aussi les difficultés de recrutement rencontrées par les employeurs. Ces enseignements sont précieux pour les acteurs de l'emploi, de la formation et du développement économique. Ainsi que pour les demandeurs d'emploi, afin de mieux repérer les secteurs qui recrutent et les compétences recherchées. Enfin, pour les conseillers France Travail, le BMO est un outil d'aide au ciblage : il permet d'identifier les entreprises à accompagner dans leurs recrutements, et les demandeurs d'emploi

à orienter vers les secteurs porteurs et les métiers en tension du territoire.

Le BMO est l'un des outils conçus par France Travail pour accompagner l'emploi. Que proposez-vous aux entreprises ayant des besoins de recrutement ?

Nous accompagnons les entreprises à chaque étape de leurs recrutements, en lien avec les réalités du territoire guyanais et les difficultés rencontrées dans certains secteurs. Nous mobilisons pour cela plusieurs leviers, notamment la formation à travers la préparation opérationnelle à l'emploi (PCE), qui permet de former des chercheurs d'emploi aux compétences attendues avant leur embauche. Les immersions professionnelles permettent aux demandeurs d'emploi de découvrir un métier ou un environnement de travail directement en entreprise ; et ainsi révéler des vocations, sécuriser un recrutement ou élargir les profils auxquels les employeurs pensent spontanément.

À retenir, le 4 juin 2026, nous organiserons La Place de l'Emploi à Cayenne, notre rendez-vous majeur pour favoriser les rencontres entre entreprises et chercheurs d'emploi, autour des métiers et des opportunités du territoire.

À quel besoin répond la Place de l'emploi ?

Permettre à chacun d'accéder plus facilement à l'emploi et aux opportunités du territoire, quels que soient son parcours, son âge ou sa situation. L'accès à l'emploi ne dépend pas uniquement de la rencontre entre une offre et un candidat. Les questions de mobilité, de logement, de santé, de formation ou encore d'accès aux droits jouent un rôle majeur dans les parcours professionnels. Cet événement a donc été construit avec l'ensemble des partenaires du territoire – acteurs économiques, institutionnels, associatifs et de l'insertion – afin de proposer des réponses concrètes et globales aux personnes en recherche d'emploi. Les visiteurs pourront rencontrer des employeurs, découvrir des métiers, accéder à des solutions de formation et échanger avec des structures capables de les accompagner sur les freins périphériques à l'emploi. Nous souhaitons rendre les opportunités plus accessibles et permettre à chacun de trouver sa place dans le développement du territoire guyanais.

Chaque personne est-elle assurée de trouver un emploi ?

Notre ambition est avant tout de multiplier les opportunités de rencontre entre les employeurs et les personnes en recherche d'emploi, en tenant compte de la diversité des parcours et des réalités des différents

LES PROMESSES DE LA PLACE DE L'EMPLOI 2026

- Un accompagnement dédié aux entreprises afin de leur permettre de trouver le collaborateur qu'elles recherchent ;
- Assister à des interventions inspirantes dédiées aux jeunes en rupture et issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Une conférence et un temps d'échange autour du rapport BMO 2026 et des potentiels leviers d'action ;
- Des ateliers autour des métiers d'avenir ;
- Découvrir plus de 300 métiers en réalité augmentée, avec le dispositif Yookan.

Infos pratiques

Le jeudi 4 juin de 8h à 13h, à la place des Palmistes à Cayenne.
Pour lever les freins à la mobilité, des bus sont mis à disposition depuis l'agence France Travail de Kourou.

territoires de Guyane. Nous proposerons ainsi des offres couvrant plusieurs bassins d'emploi – Cayenne, Matoury, Kourou – ainsi qu'un large éventail de métiers et de niveaux de qualification. Les précédentes éditions ont montré l'impact concret de cette démarche. À Saint-Laurent-du-Maroni, l'événement consacré aux métiers du BTP a notamment permis d'augmenter significativement l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté forte : aller vers les publics, au plus près des territoires, pour rendre l'emploi et la formation plus accessibles à tous. En Guyane, cette proximité est essentielle.



Kyana Prospere (Comptable), Dariane Lestin (Assistante Comptable), Chrystel Coupan (Convenience Retailing et Network Development Manager), Joelle Dibling (Assistante Administrative / HSE support), Jessica Saint-Louis (Assistante Administrative),



Sylvana Raffoul (Dispatcher), Patricia Athor (Responsable Réseau), Françoise Magloire (Responsable RH), Aurelie-Anne Calixte (Assistante Comptable), Émilie Ducados (Contrôleur Financier)

« Chez Sol, Nous saluons l'engagement, le talent et la force des femmes de notre organisation. Chaque jour, vous faites progresser notre entreprise et imprimez une empreinte durable. Merci d'être au cœur de notre réussite. »

La Direction de Sol Antilles Guyane



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Transformer l'action publique par le collectif : l'initiative inspirante de l'équipe administrative du CESECE Guyane

Pour la première fois, le CESECE Guyane a accueilli au sein de son siège le Comité des Pôles de la CTG, marquant une initiative précurseur dans le renforcement des coopérations institutionnelles. Cette rencontre a permis d'aborder les enjeux clés de pilotage et de poser les bases d'un travail collectif centré sur le rôle et l'impact du Conseil. Dans un contexte d'exigence accrue, l'ambition est claire : renforcer les synergies et faire émerger des réponses concrètes au service du territoire guyanais.



Marthe Panelle-Karam directrice du CESECE Guyane

© Mathieu Delmer

Au moment où les organisations publiques cherchent à gagner en agilité et en impact, cette initiative illustre une transformation déjà à l'œuvre. Le séminaire du 20 avril 2026 sur le thème de « **CO-CONSTRUCTION : favorisons l'intelligence collective** » s'inscrit pleinement dans cette dynamique. À l'initiative de la directrice du CESECE Guyane, Marthe Panelle-Karam, et de son équipe administrative, cette première séquence de travail avec l'encadrement de la CTG marque un tournant managérial. Pensé, organisé et animé en interne, ce temps dépasse le cadre classique de la concertation pour poser les bases d'une coopération renouvelée entre institutions.

De l'ouverture assurée par Ariane Fleurival, présidente du CESECE Guyane, à la clôture portée par Grégoire Michaud, directeur général des services territoriaux, un cap clair s'est imposé : la transformation de l'action publique ne peut plus être descendante, elle doit être co-construite.

Le choix du format « World Café » incarne cette évolution. En favorisant la circulation de la parole et le croisement des expertises, les participants ont expérimenté une approche où chacun devient acteur de la solution. Pour les managers, le message est explicite : il ne s'agit plus seulement de piloter, mais de créer les conditions d'une intelligence collective durable.

Les échanges ont permis de structurer la réflexion autour de quatre leviers : clarifier le rôle du CESECE, améliorer la gestion des saisines et la qualité des avis, valoriser les productions et optimiser les pratiques internes. Plus largement, c'est une bascule qui s'opère : passer d'une logique de production à une logique d'impact.

Équipe administrative du CESECE Guyane

Cette dynamique invite les cadres à faire évoluer leurs postures. Décloisonner les organisations, encourager l'expérimentation et renforcer les coopérations deviennent des leviers essentiels pour une action publique plus efficace et plus lisible.

Les premiers résultats sont concrets : une meilleure coordination entre le CESECE et la CTG, une volonté partagée de renforcer l'utilité des travaux et l'émergence d'une vision commune orientée vers la valeur publique. Les bases d'une intelligence collective durable sont désormais posées.

La prochaine étape viendra consolider cette dynamique. Une feuille de route stratégique viendra structurer les contributions issues du séminaire, avec des actions opérationnelles et des indicateurs de suivi. Un second temps de travail associant les élus territo-

riaux et les conseillers du CESECE Guyane, permettra d'inscrire cette démarche dans la durée.

Pour les managers publics, cette initiative envoie un signal inspirant et fort : la transformation ne dépend pas uniquement de réformes structurelles, mais de la capacité des équipes à prendre l'initiative, à créer des espaces de dialogue et à expérimenter de nouvelles façons de coopérer.

En Guyane, le CESECE montre ainsi : qu'une administration peut être à la fois structurée et innovante, institutionnelle et agile, qu'une administration peut conjuguer exigence, innovation et engagement collectif au service de l'intérêt général. Et que, lorsque l'impulsion vient du terrain – portée par une direction engagée et une équipe mobilisée –, elle peut devenir un véritable levier de transformation collective.



Session avec Grégoire Michaud, directeur général des services et les Dga de la CTG



Dossier préparé par Marthe Panelle-Karam
CESECE GUYANE
Pôle Présidence/Direction
1 Place Théodore Héder - BP 47025 - 97307 Cayenne Cedex
0594 289 604 / 0594 300 600
www.cesece-guyane.fr
marthe.panelle-karam@ctguyane.fr
Retrouvez notre actualité sur les réseaux sociaux

LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Coccoloba & Jacaranda

Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m² vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Coccoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



Coccoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegalante.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegalante.com

ET SI...

*on prenait soin
du vivant avant
de le perdre ?*

Vivre sur nos territoires, en première ligne des bouleversements climatiques, c'est comprendre chaque jour à quel point le vivant est fragile et précieux. Le préserver, c'est préserver notre avenir, notre équilibre et notre capacité à habiter le monde.

Formation

VISER L'EXCELLENCE, ICI ET MAINTENANT

Former aux Antilles, en Guyane ou à La Réunion, avec les mêmes standards, le même niveau d'exigence qu'à Paris, Genève ou Dubaï, c'est l'ambition affichée par Carole Marchand, fondatrice du centre de formation **AeroKonsult Group**, et son CFA, Outremer Academy.

Auteur Caroline Bablin - Photos Lou Denim

« Dans nos territoires ultramarins, le tourisme premium, l'événementiel et l'hôtellerie de luxe ont besoin de collaborateurs qui maîtrisent la posture, le savoir-être, l'anglais opérationnel et le sens du client international », constate Carole Marchand, fondatrice du centre de formation AeroKonsult Group, spécialisé dans le secteur aéroportuaire, un environnement où « la rigueur, le sérieux et le respect de la procédure conditionnent la sûreté de tous ». Une expertise et une culture du « zéro défaut » qui ont fait la réputation du centre de formation et qui, depuis 2019, font aussi la spécificité du CFA Outremer Academy, qui prépare les jeunes aux métiers de l'accueil, de la vente et du service.

L'école internationale Tunon comme partenaire

Mais aujourd'hui, Carole Marchand souhaite aller plus loin. Tandis que le centre de formation s'apprête à ouvrir une antenne en Martinique, la gérante vient de signer un partenariat avec l'école internationale Tunon, dont elle est elle-même une alumni, « promotion 2000 » : « Tunon m'a donné énormément : la rigueur, la posture, le sens du service, un réseau qui m'a accompagnée toute ma carrière, et la confiance d'aller chercher des choses que je ne pensais pas être à ma portée. » Une force et un réseau dont elle souhaite aujourd'hui faire profiter les jeunes ultramarins désireux de s'investir dans un parcours d'excellence. « Tunon, c'est une pédagogie, des référentiels éprouvés », insiste Carole Marchand. « Tunon ne forme pas à un métier précis, Tunon forme à évoluer dans un environnement haut de gamme, quel que soit le secteur d'activité : salon VIP aérien, concession automobile premium, hôtels de luxe, bijouterie, conciergerie privée, etc. Ce sont les mêmes codes, le même savoir-être, la même posture. C'est ça, le vrai apport pédagogique. » De son côté, le CFA Outremer

Academy apporte l'ancrage local, la connaissance de chaque territoire.

Avec les acteurs locaux

« À La Réunion, on travaille étroitement avec l'écosystème hôtelier et touristique de l'océan Indien. En Guadeloupe et en Martinique, on construit une approche adaptée au croisiérisme haut de gamme, à l'hôtellerie de plage premium, à l'événementiel, au commerce de luxe en zone touristique. En Guyane, le contexte est encore différent, avec une économie portée par le spatial, une fréquentation d'affaires internationale, des besoins très spécifiques en accueil et en service... On ne plaque pas un modèle hexagonal sur un territoire ; on le construit avec les acteurs locaux », explique Carole Marchand. En revanche, le diplôme, le programme et les exigences sont identiques partout, à Paris, Lyon, Cayenne, Pointe-à-Pitre ou Fort-de-France. C'est ce qui garantit la valeur du titre.

Jusque-là, les apprenants d'Outremer Academy sortaient avec un niveau 4 (niveau bac). Désormais, les étudiants en alternance pourront aller jusqu'au bachelors (niveau 6 ou bac + 3). Les codes du luxe leur seront enseignés en même temps que les compétences métier, avec au moins 30 % des cours en anglais ! Au-delà de la formation, Carole Marchand et ses équipes ont aussi pour ambition de contribuer au développement de nos territoires ultramarins : « On espère que ces jeunes, formés chez eux et aux meilleurs standards, deviendront les artisans de la montée en gamme du service, de l'accueil et de l'expérience client en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et à La Réunion, qu'ils feront vivre à une clientèle internationale exigeante des moments d'exception, et qu'ils renforceront ainsi l'attractivité de nos destinations. »

« On ne plaque pas un modèle hexagonal sur un territoire ; on le construit avec les acteurs locaux »

Carole Marchand, fondatrice de AeroKonsult Group et de Outremer Academy



Carole Marchand, fondatrice du centre de formation

CES BATEAUX QUI VEILLEN SUR NOUS

QUATRE BATEAUX, QUATRE MISSIONS, QUATRE REGARDS ET UN OBJECTIF COMMUN : LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT. SURVEILLANCE DES EAUX, LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS, PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ... CHAQUE SORTIE EN MER RÉPOND AUX ENJEUX QUI SE JOUENT PRÈS DE NOS CÔTES. MAIS SI CES BATEAUX VEILLEN SUR NOUS, ILS NOUS RAPPELLENT AUSSI UNE RÉALITÉ ESSENTIELLE : PRENDRE SOIN DU VIVANT EST UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE. BIENVENUE À BORD.



À BORD DU CIBUQUEIRA

CONTRÔLE DES BATEAUX, LUTTE CONTRE LA POLLUTION, LE BRACONNAGE ET LES TRAFICS ILLÉGAUX, INVESTIGATIONS SOUS-MARINES, ET 650 KM DE CÔTES À SURVEILLER... LA BRIGADE NAUTIQUE DE LA GENDARMERIE NATIONALE EST UN MAILLON ESSENTIEL DE LA SÉCURITÉ EN MER ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim

Quand le major Julien, commandant de la brigade nautique de la gendarmerie nationale de Guadeloupe, et ses hommes embarquent à bord du *Cibuqueira* amarré à Fouillole, au port de Pointe-à-Pitre, rien ne laisse présager le déroulement de la journée, tant leurs missions sont variées : police de la pêche, police de l'environnement, lutte contre les trafics, missions de sauvetage... S'ils sont trois à bord ce jour-là, avec l'adjudant Nicolas et le gendarme Maxime, neuf militaires composent la brigade. Tous ont suivi le cursus maritime et fluvial de la gendarmerie nationale, et huit d'entre eux sont aussi plongeurs, techniciens en investigations subaquatiques.

« Permis et papiers du bateau ? »

La veille de notre reportage, ils étaient à La Désirade. Cette fois-ci, c'est du côté de la Rivière-Salée qu'ils vont patrouiller et faire du contrôle d'embarcations, plaisanciers et professionnels. L'œil averti des gendarmes permet aussi de repérer les bateaux en excès de vitesse. « Dans le chenal, la tolérance est de 8 nœuds, mais dans la Rivière-Salée, c'est 5 nœuds, pas plus », explique le commandant de la brigade. En mer, pas de radar pour contrôler la vitesse. Mais un bateau relevé à l'avant, sillon et mousse à l'arrière sont les signes d'un excès de vitesse.

Ce jour-là, pas de remous excessifs, tous les bateaux naviguent tranquillement. Un « NUC » (navire à utilité commerciale) s'apprête à passer sous le pont de l'Alliance quand les gendarmes lui font signe. Simple contrôle de routine pour ces derniers : permis du pilote, carte de circulation, permis d'armement du bateau... Tout est en règle et l'ambiance est

détendue. Les touristes, eux, emporteront un souvenir de plus de leurs vacances dans l'archipel. « Les contrôles se passent souvent mieux en mer qu'à terre. Nous faisons beaucoup de prévention. Avec les plaisanciers, la plupart des infractions relevées sont l'absence de matériel de sécurité à bord, souvent par méconnaissance », note le major Julien.

Gare aux pollueurs et braconniers

La protection de l'environnement est aussi une part importante de leur travail. Dans le Grand Cul-de-Sac Marin, par exemple, il s'agit de vérifier que personne ne débarque sur l'îlet Caret ou l'îlet Blanc, fermé depuis le 15 avril pour protéger la nidification des sternes. Dans ce domaine, ils peuvent travailler de concert avec les agents du Parc national, notamment dans le cadre du « Groupe d'action de l'État sur le littoral » créé pour faciliter la coopération entre les différents services.

Au cours de leurs patrouilles, les gendarmes tâchent aussi de détecter tout signe de pollution de l'eau, traces d'hydrocarbure, ou autre. Et pas seulement en mer d'ailleurs. « Nous avons été amenés à verbaliser des personnes qui lavaient leur voiture dans la rivière Moustique, par exemple », note le commandant de la brigade nautique. Dans son équipe, deux enquêteurs environnementaux sont tout particulièrement formés à ces missions.

Un casier non identifié ? « Nous plongeons pour libérer les poissons et nous saisissons le casier », poursuit le commandant. En effet, tout casier doit porter, en surface, une étiquette avec l'immatriculation du bateau de pêche à qui il appartient.



Opération de contrôle des bateaux de plaisance.



Le Violette, patrouilleur côtier de gendarmerie, en Guadeloupe

Le braconnage existe. La preuve, les gendarmes ont saisi, l'an dernier, 14 kg de lambis débarrassés de leur coquille dans le Grand Cul-de-Sac Marin. Même si on imagine facilement la brigade nautique contrôler un bateau de pêche et sa cargaison en mer, on le sait moins, elle est aussi habilitée à contrôler les poissonneries, depuis le pêcheur qui vend à quai jusqu'au rayon du supermarché. « On vérifie la provenance des poissons et crustacés, la taille, l'espèce, si la vente est bien autorisée... », explique l'adjudant Nicolas. Pour ces missions, on parlera de police administrative, comme lorsqu'ils contrôlent un centre de plongée sous-marine ou toute autre structure commerciale proposant des activités nautiques ou la location de bateaux avec ou sans permis, jet-skis, etc.

Enquête dans les profondeurs

Mais si le *Cibuqueira* est équipé du deux tons et d'un gyrophare, ce n'est pas pour rien. À tout moment, la brigade nautique peut être sollicitée pour un débarquement de produits stupéfiants ou cigarettes de contrebande. « Nous intervenons en mer, en renfort des équipes à terre, pour faire le "bouchon", c'est-à-dire pour empêcher le bateau de repartir, explique le major Julien, puis pour saisir et remorquer l'embarcation. » L'an dernier, à Deshaies, les gendarmes ont ainsi mis la main sur un stock de cigarettes de contrebande d'une valeur de plus d'un million d'euros.

Une arme jetée du haut d'un pont ? C'est à eux qu'on fait appel. Et plus largement, pour tout ce qui se passe sous le niveau de la mer. En tant que techniciens d'investigations subaquatiques, ils sont amenés à faire toutes les constatations sur une victime immergée – photos, mesures, relevés d'indices qui pourraient être altérés au moment de la remontée en surface... –, comme lors de l'accident d'autogire survenu en février, au large de Saint-François.

Mais heureusement, rien de tel cet après-midi-là. Fait le plus marquant : la visite d'une raie léopard – inscrite sur la liste rouge des espèces menacées d'extinction – venue nager près du bateau, juste sous la surface, comme si elle savait que les gendarmes sont aussi là pour la protéger...

UNE 2^E BRIGADE NAUTIQUE À GOURBEYRE

Un décret vient d'entériner la création d'une seconde brigade nautique en Guadeloupe, opérationnelle à partir du 1^{er} août 2026. Celle-ci sera basée à Gourbeyre et sera composée de huit gendarmes.

À BORD DU BALISEUR

LE SERVICE PHARES ET BALISES ŒUVRE AU QUOTIDIEN À L'IMPLANTATION ET L'ENTRETIEN DES REPÈRES ESSENTIELS AUX MARINS, DU CAPITAINE DE PLAISANCE AU COMMANDANT DE PORTE-CONTENEURS.

Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann



Opération d'entretien d'une balise

6 h 30, mardi matin à Fort-de-France. À l'approche du port, après avoir laissé l'usine Lafarge, l'usine EDF, le dôme Albioma, nous arrivons sur un site plus discret et pourtant tout aussi essentiel au bon fonctionnement de tout territoire insulaire : le pont à chaîne, où sont assemblées, entretenues et réparées les balises et bouées qui jalonnent l'espace maritime à proximité des côtes de la Martinique. 450 km le long desquels il faut bien encadrer la circulation et l'approche selon des critères de sécurité essentiels à l'ensemble des navires. Pour mener à bien ces tâches et garantir un balisage opérationnel de jour comme de nuit, par temps calme comme en cas de cyclone, ils sont 6 à 8 marins et 12 hommes à terre. Une équipe Phares et balises parfaitement autonomes sur l'ensemble de ses missions, et qui compte « un peintre, un soudeur électronique, un mécanicien moteur, et même un jardinier déployé pour l'entretien des espaces verts des phares », énumère Xavier Nicolas, le directeur de Direction de la Mer venu nous accueillir sur site pour cette visite matinale. Derrière lui, allongées par terre, des balises immenses, 2 à 3 mètres de hauteur et de largeur, composées de corps mort (lesté au fond de la mer), d'un flotteur (la bouée en plastique) et d'un mât (qui permet d'indiquer les reliefs sous-marins à risque). Derrière nous, à quai, le baliseur, seule embarcation de Martinique équipée d'une grue capable de sortir 2 tonnes hors de l'eau et à pouvoir intervenir dans les trous à cyclone du fait d'un faible tirant d'eau.

7 h, Nicolas Rodap nous invite à monter à bord. Il est le capitaine du baliseur depuis huit ans. Sous ses airs de trentenaire (« l'effet de l'air marin », sourit-il), il cache 20 ans de marine à la Direction de la Mer. Comme les 3 autres marins à bord qui forment son équipage ce matin ; il a été formé à l'école maritime de Trinité (EFPMA), démarrant avec « un BEP puis la formation capitaine 200 et enfin une autre formation de capitaine ». « Tous trois sont des marins de marine marchande qui ont été déportés de leur secteur et sont employés par le ministère de la Mer », explique le directeur de la Mer. Au programme de l'équipage, 2 bouées dont la lumière ne fonctionne pas ont été signalées par des usagers, 2 autres seront sorties de l'eau pour vérifier l'état des chaînes. Avec un parc de 150 balises et bouées à maintenir en conformité, le navire sort tous les jours de l'année. À son bord Daniel, maître d'équipage (MOSCO), qui a hérité du pied marin d'un grand-père marin-pêcheur et d'un père dans la marine commerciale, prépare l'approche et l'intervention sur les bouées. « Le programme de veille et de contrôle est établi à l'avance pour pouvoir vérifier l'usure des chaînes qui maintiennent la bouée, notamment la "marmante" qui racle le sable au fond de la mer », décrit Daniel. Le taux d'usure connu et anticipé pour l'ensemble du parc permet d'étaler les sorties de vérifications et d'entretien. « À 30 % d'usure, on retourne la marmante avant de, sans doute, devoir la remplacer la prochaine fois (2 ans plus tard) »,

explique le capitaine. La période cyclonique constitue une période à risque, avec l'importance de s'assurer que les bouées sont bien en place, en bon état, sans risque de décrochage. Arrivés sur site, la grue permet de soulever et placer la balise sur le pont du bateau emportant avec elle tout un écosystème de poissons, crabes qui nichent dans les couches de corail qui ont colonisé la partie immergée du flotteur et la chaîne. Une fois l'inspection du niveau d'usure, la bouée de 1,2 tonne et ses habitants sont remis à la mer. Cap sur les deux autres sites pour en vérifier le signal lumineux. « On est passé aux LED, ce qui facilite l'entretien, précise Xavier Nicolas. Quand il ne fonctionne plus, c'est généralement la batterie qui est en cause, alors qu'auparavant l'expertise d'un électronicien était nécessaire pour réparer et entretenir les équipements lumineux qui coiffent les bouées. » Parmi les autres équipements que manipule l'équipage, on trouve aussi les balises de météo France, « des houlographes équipés de capteurs de flux, de l'interférence de l'eau qui vont mesurer la hauteur de l'eau ». Trois sont disposés dans le canal de Sainte-Lucie, dans la baie de Fort-de-France et à Basse-Pointe. Leurs relevés sont déterminants lors des tempêtes pour établir qu'il y a bien eu des vagues de submersion sur telle partie de l'île et qu'un fond de secours exceptionnel pourra être mobilisé, « comme ce fut le cas pour la tempête Bret, où les bouées houlographes ont détecté des vagues de 6 m contre 2 m en temps normal ».

À mesure que la matinée avance, on comprend que, par temps calme, ou pas, les balises flottantes sont capitales pour organiser l'espace maritime. Même à bord de navires dotés d'outils radars de haute précision, « quand on arrive de la mer, qui est une espèce de navigation libre, à une zone en "eau resserrée" tous les capitaines de navires ont besoin de repères visuels fiables », souligne Xavier Nicolas. Et ce, plus encore pour les navires de plus de 50 mètres (pétroliers, croisières, vraquiers...) pour lesquels, les pilotes des remorqueurs déployés par la Direction de la mer prennent le commandement pour les conduire à quai. « Le capitaine qui laisse la place au pilote a besoin de se repérer avec les balises, comprendre le trajet que prennent son navire et sa cargaison », décrit Xavier Nicolas pointant du doigt une balise face à nous surmonté de deux flèches indiquant « un danger au nord », ou encore celle-ci portant l'inscription GBB, soit le nom de la caye qui affleure près d'elle et mettrait en péril un capitaine imprudent. Tout en rejetant à la mer un crabe esseulé sur le pont, l'équipage acquiesce du regard, tous savent, que malgré la beauté du paysage, le soleil éclatant et l'apparente tranquillité qui règne dans la baie de Fort-de-France, la mer n'est pas tout à fait un territoire comme un autre.



Balise



ON A EMBARQUÉ SUR LE SARGATOR

Le Sargabox

« IL AURA FALLU 16 HEURES POUR RAMENER LE SARGATOR 3 EN MARTINIQUE, DEPUIS LA GUADELOUPE », ME RACONTE AMUSÉ ALEXIS DE JAHAM, MARIN-PÊCHEUR ET GÉRANT DE L'ENTREPRISE FILET DROM. PAS DE QUOI AFFOLER LE COMPTEUR DE VITESSE, MAIS QU'À CELA NE TIENNE, CAR C'EST SUR LE TAPIS ROULANT QUE TOUT SE JOUE ! CHRONO EN MAIN, J'OBSERVE LE BALLET DES ALGUES QUI S'AMASSENT SUR LE PONT : IL FAUT 50 SECONDES POUR REMPLIR 2 BIG BAGS DE 2,5 M³ CHACUN (ENVIRON 450 KG).

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopmann

Dostaly, au François, nous rejoignons Alexis de Jaham, pour une opération de ramassage en mer. Direction le filet du Cap Est, qui est, pour l'anecdote, le premier filet posé en Martinique, en 2019, à l'initiative de l'association Objectif Santé publique. C'est au niveau de ces barrages qu'opère le Sargator, pour les soulager de la pression exercée par les sargasses : « Notre cœur de métier c'est de mettre des barrages, nous explique Alexis de Jaham, et c'est au niveau des filets bloquants qu'on ramasse. Nous les installons de façon à constituer des poches de sargasses compactes et on les collecte rapidement avant que les barrages ne soient trop remplis ». Les filets ont été imaginés par Alexis de Jaham. Ils descendent à 1,5 m de profondeur et sont pris en sandwich par des bouées : « Cela n'existait pas avant, raconte le gérant de Filet Drom, ces bouées sont sorties tout droit de mon imagination. Nous les avons dessinées avant de passer par un bureau d'études pour déposer un brevet. Je cherchais une solution depuis longtemps. J'ai commencé en installant des filets de pêche que je faisais sortir de l'eau, mais je me suis vite rendu compte que si on n'était pas 25 à 30 cm au-dessus de l'eau et si on n'était pas rigide au fond, on n'y arriverait pas. J'ai pris des briques de polystyrène que j'ai découpées moi-même et les premiers filets sont nés comme ça, sauf que le polystyrène est une matière qui se dégrade et qui pollue. Les bouées sont aujourd'hui fabriquées en PU (polyuréthane), au Robert, par Procap. Et nous avons un atelier de fabrication des filets à l'usine du Simon ».

Sur l'eau, la manœuvre est délicate. À la barre, Octave m'explique qu'il ne faut pas passer trop près des filets pour éviter, d'une part, que les sargasses passent en dessous et, d'autre part, pour ne pas endommager les poteaux de mouillage. Le bateau est positionné, Alexis de Jaham lance un « Roulé ! » tonitruant, Octave actionne le tapis, le Sargator ronronne.

Sur le pont, c'est au tour de deux autres membres de l'équipage d'entrer dans la danse. Il n'est pas encore 9 heures, et il fait déjà chaud, les corps seront mis à rude épreuve. Les deux hommes fonctionnent en binôme, chacun de leur côté du tapis roulant, dans une symétrie quasi parfaite : ils accrochent chacun 2 big bags, répartissent les sargasses à l'aide d'un râteau à l'intérieur des sacs à mesure qu'elles sont déversées, puis ferment les sacs. Octave, repositionne le tapis, pour remplir deux autres sacs positionnés à côté des deux premiers. Le binôme répète les mêmes gestes. Une fois les deux derniers big bags fermés, le capitaine s'éloigne de la nappe de sargasses et actionne la commande pour basculer les paniers qui larguent les big bags à l'eau.

« Cette nouvelle génération du bateau a un avantage considérable aujourd'hui, il est beaucoup plus facile à travailler, moins fatigant et bien plus performant », commente Alexis de Jaham, qui ne quitte pas les opérations des yeux car le Sargator III n'est pas encore exploité à 100 % de ses capacités, l'équipage est encore en rodage sur le nouveau bateau. Lui aussi



Le Sargator 3

observe chaque geste, estime, mesure, compte : « à raison de 10 minutes entre chaque largage, cela veut dire 6 largages par heure, soit 24 sacs. Si l'équipage est capable de travailler sur des plages de 6 heures, ce seront 144 bags de sargasses qui seront collectés ». Soit 64 tonnes, en une seule journée. Impressionnant ! « L'année dernière, 7 000 tonnes de sargasses ont été ramassées avec l'ancien Sargator, se souvient Alexis de Jaham. Cette année, l'objectif est de 15 000 tonnes. » Un objectif qui peut doubler, car les pêcheurs aussi ramassent en mer, en équipant leur yole de filet : le Sarga Quick. Conçu par Filet Drom comme un filet à papillons, il permet de remplir des big bags de 1,5 m³. Une fois à l'eau, les big bags sont récupérés à l'aide d'une grue par un autre bateau, une barge qui fonctionne en tandem avec le Sargator : le Sargabox 1. À son bord, 3 personnes sont à la manœuvre, dont un

grutier. Le Sargabox peut contenir entre 32 et 36 sacs. Quand il atteint sa capacité totale, il part décharger sa cargaison, plus au large, sur une grande barge, d'une capacité de 300 tonnes. Les big bags sont vidés dans la barge et les algues sont ainsi stockées jusqu'à ce qu'elles sèchent. Pendant ce temps, le Sargator poursuit sa campagne de ramassage. Octave m'indique qu'en l'absence du Sargabox, des filières sont installées dans l'eau, ce sont des cordes sur lesquelles les big bags seront accrochés en attendant le retour de la barge. Le temps qu'elle revienne, 40 sacs seront déjà à l'eau. Il est bientôt 11 heures quand on accompagne le Sargabox jusqu'à la barge. Avec son chargement, il progresse lentement. Le grutier manipule les big bags pour les hisser jusqu'à la plateforme flottante. Deux hommes ont déjà grimpé à son bord pour s'assurer que le contenu des sacs se déverse correctement et récupérer les sacs une fois vidés. « Après le dernier voyage, commente Alexis de Jaham, nous attendons 48 heures pour que les dernières sargasses soient complètement sèches. Nous emmenons ensuite la barge à 30 km de la côte, dans les fonds de 1 000 m, pour la vider de son contenu. Le ventre de la barge s'ouvre et les sargasses coulent, c'est leur particularité une fois sèches. » Nous laissons les hommes du Sargabox à leur tâche pour regagner la terre ferme. Sur le retour, j'interroge Alexis de Jaham sur la possibilité de réemployer ces sargasses plutôt que de les couler. Il me confie que bien qu'il y ait des solutions de réemploi, le coût de la matière première (incluant les opérations de ramassage, les bateaux, etc.) est bien trop élevé... Reste donc à trouver une solution pour y remédier.



Fermeture d'un big bag



LE KANAWA ET L'AYAWANDE, BATEAUX SENTINELLES

DEPUIS 2020, MORGANA TAGLIAROLO ET SON ÉQUIPE ÉCUMENT L'ESTUAIRE DE CAYENNE À CHAQUE GRANDE MARÉE POUR ÉTUDIER LES LARVES MILLIMÉTRIQUES. À BORD DES DEUX BATEAUX, LE KANAWA ET L'AYAWANDE, LES CHERCHEURS DE L'IFREMER LISENT, SAISON APRÈS SAISON, L'AVENIR DE NOS PÊCHES, DE NOTRE BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT QUI VIENT.

Texte Karollyne Videira Hubert

Marée descendante, début de matinée. Le Kanawa, petit bateau du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer), s'enfonce sans bruit dans un chenal de mangrove. À son bord, Morgana Tagliarolo et son équipe traquent l'invisible. Des larves de poissons parfois à peine plus grosses qu'une tête d'épingle, des juvéniles de crustacés, du sédiment vaseux, de l'eau prélevée à un demi-mètre sous la surface. « Il faut échantillonner quand

ZOOSCAN, QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PRÊTE MAIN-FORTE

Trier au microscope des milliers d'organismes millimétriques, c'est un travail de moine. Pour faire face au manque de personnel qualifié, l'observatoire teste depuis peu une technologie venue de l'Ifremer de Nantes et du CNRS. Le Zooscan repose sur l'imagerie et des algorithmes d'apprentissage automatique. Photographiés un à un, les échantillons sont identifiés automatiquement par la machine. La promesse est belle, les défis sont réels. Les déchets dans les prélèvements brouillent les images, les tailles très variables compliquent la reconnaissance, la précision n'est pas encore au rendez-vous. Une étape parmi d'autres dans la longue marche vers un protocole d'identification automatique utilisable en routine. À suivre.

les coefficients de marée sont forts, donc autour de la nouvelle lune », explique cette chercheuse en halieutique et écologie à l'Ifremer. Le filet verveux, mailles de trois millimètres, est posé à la sortie d'un chenal et reste en place une heure. Plus loin, un filet à plancton est traîné dix minutes. Tout est consigné, conservé dans l'éthanol pur, rangé dans des glacières remplies de bouteilles congelées. Rien n'est laissé au hasard.

Une mémoire vivante de l'estuaire

Ce ballet discret porte un nom, AIBSI (*Amazonian Institute for Biodiversity and Sustainable Innovation*). Piloté par Morgana Tagliarolo, il déploie ses cinq stations dans l'estuaire de Cayenne. Porté par l'Université de Guyane et financé dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA4), le projet compte aussi comme partenaire l'Ifremer, le CNRS et plusieurs organismes de recherche du territoire pour une durée de dix ans. Parce que la mer ne livre pas ses secrets en une saison. « Étudier ces stades de vie, c'est avoir une longueur d'avance, glisse la chercheuse. Les juvéniles d'aujourd'hui sont les espèces commerciales de demain. Si on veut anticiper, il faut commencer maintenant. »

Lire l'avenir dans les larves

Pourquoi se concentrer sur les larves, et non sur les poissons adultes ? Parce qu'elles sont la promesse. Ce sont dans les zones nourricières, mangroves et estuaires que se développent les juvéniles de l'acoupa rouge, de la crevette sauvage de Guyane et de dizaines d'autres espèces. Repérer celles qui s'effondrent, celles qui prolifèrent, celles qui résistent au réchauffement, c'est dessiner la carte du vivant marin pour les décennies à venir. Et en Guyane, cette carte n'a rien d'abstrait. La crevette sauvage, longtemps fer de lance de la pêche locale, voit ses captures fluctuer depuis des années. L'acoupa rouge, prisé sur les étals des marchés, dépend tout entier de la santé des estuaires où grandissent ses juvéniles. Lire dans les larves, c'est lire dans l'assiette. Deux embarcations se relaient pour ce travail. Le Kanawa se faufile entre les racines de palétuviers pour atteindre les coins les plus reculés de l'estuaire. L'ayawande, plus imposant, prend le relais à l'embouchure et au large. Là, c'est un autre attirail. Le double filet balaie la surface, la luge épibenthique racle le fond, la benne à sédiments remonte une poignée de vase qui sera tamisée, séchée, brûlée, pesée. Chaque paramètre compte, chaque réplica est doublé, triplé. Mais que deviennent toutes ces données une fois les filets remontés ? Les publications scientifiques arriveront à la fin du cycle. « Il nous faut du temps pour étudier leur évolution », explique Morgana. D'ici là, l'équipe mise sur la vulgarisation. Cafés des sciences, conférences, publications... Le projet collabore aussi avec les comités de pêche, premiers concernés par ce que l'on trouvera, ou pas, dans les filets de demain.

UN PARCOURS ITALIEN À CAYENNE

Morgana Tagliarolo n'est pas guyanaise d'origine. Italienne, elle a obtenu son master en biologie marine en Italie, soutenu sa thèse à Brest, puis enchaîné trois postdoctorats en Afrique du Sud sur les écosystèmes de mangrove. Quand l'occasion s'est présentée de poursuivre ce travail en Guyane, elle a dit oui sans hésiter. Neuf ans déjà qu'elle est chercheuse. Une équipe restreinte, sur un territoire immense. C'est là que le bât blesse. La principale difficulté n'est pas scientifique, elle est humaine. « Le travail est chronophage et il est compliqué de recruter des chercheurs en Guyane », confie-t-elle. L'isolement géographique pèse aussi. Collaborer avec les collègues de l'Hexagone demande du temps et beaucoup d'organisation.

Cinq sites sous pression

L'estuaire de Cayenne n'a pas été choisi par hasard. Sa proximité permet la régularité indispensable au suivi scientifique. Mais c'est surtout un milieu sous tension. Accroissement de la population et développement urbain à Macouria, ponts et stations électriques en construction, dragages, pêche professionnelle et pêche récréative qui se côtoient, sans oublier les zones de conservation portées par la Réserve naturelle nationale et le Conservatoire du littoral. La pression humaine y monte d'un cran chaque année. « C'est justement parce que ce site subit ces changements qu'il est intéressant à étudier », précise Morgana Tagliarolo.



Pose d'un filet



EW'AG®

Recevez nos derniers reportages
et ne manquez aucune sortie de magazine,
directement sur WhatsApp.



EWAG
Le dernier KaruMag est sorti 📺

il y a 3min



Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle
Alexandra Bartaud
Karine Cresson-Ibris
Jonathan Abienso
Colonel Thibaut Dutailly
Marthe Panelle Karam
Carole Marchand
Morgana Tagliarolo
Vincent Polin
Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle
Alexandra Bartaud
Karine Cresson-Ibris
Jonathan Abienso
Colonel Thibaut Dutailly

LES YEUX DU MÉDIA

Marthe Panelle Karam
Carole Marchand
Morgana Tagliarolo
Vincent Polin
Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle
Alexandra Bartaud
Karine Cresson-Ibris
Jonathan Abienso
Colonel Thibaut Dutailly
Marthe Panelle Karam
Carole Marchand
Morgana Tagliarolo
Vincent Polin Jean-Luc Loubli
Sandrine Perle

IL EST 15 HEURES QUAND JE RETROUVE DR DENIS MUKWEGE, À SON HÔTEL, AU DIAMANT. IL ME REÇOIT SUR LA PETITE TERRASSE DE SON BUNGALOW, FACE À LA MER. ASSIS, L'UN EN FACE DE L'AUTRE, CHACUN AU BOUT DE LA PETITE TABLE QUI NOUS SÉPARE, J'AI PRESQUE L'IMPRESSION DE RETROUVER UNE VIEILLE CONNAISSANCE TANT LA SIMPLICITÉ DE CET ÉCHANGE EST INATTENDUE. JE SORS MON CARNET DE NOTES, ENCLENCHE LE MAGNÉTO, POURTANT J'ÉCRIS FRÉNÉTIQUEMENT SES RÉPONSES. JE NE VEUX RIEN PERDRE DE NOTRE ENTRETIEN, CRAIGNANT QUE LE BRUIT DES VAGUES DERRIÈRE MOI MASQUE LA VOIX SI CALME DE MON HÔTE SUR L'ENREGISTREMENT. MAIS BIENTÔT, MES NOTES SONT PLUS ÉPARSES, LE STYLO N'EST PLUS QU'UNE PLUME DANS MA MAIN, JE SUIS HAPPÉE PAR CETTE CONVERSATION, PUISSANTE, INOUBLIABLE.

« Plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas »

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles

Vous avez soigné plus de 90 000 femmes. Est-ce que vous vous souvenez de la toute première femme que vous avez soignée ?
Absolument.

Pouvez-vous me raconter son histoire ?
Elle devait avoir 19 ou 20 ans. Elle avait été violée par sept hommes armés. C'était en 1999. Elle revenait d'un deuil avec sa tante et, à un niveau, elles ont été arrêtées par ces hommes qui leur ont demandé de les transporter. Ce qu'elles ont fait. Puis les hommes ont demandé à la tante, qui était une vieille dame, de partir. La jeune femme a été violée, à tour de rôle, par ces sept personnes. Le dernier qui l'a violée a pris son arme à feu, l'a placée dans son appareil génital et a tiré. Ça a détruit la vessie, le vagin, le rectum. Elle saignait abondamment. Elle a été évacuée, par la Croix rouge, dans un premier hôpital, puis un deuxième, et c'est de là qu'elle est arrivée chez nous. C'était la première fois que je voyais quelque chose comme ça. Le fait d'être violée, c'est déjà très grave, mais tourner une arme à feu dans l'appareil génital pour le détruire, ça dépassait toute ma compréhension. À l'époque, vraiment, j'ai pensé que c'était l'œuvre d'une personne qui avait perdu la tête. J'avais tort.

Ce sont des blessures que vous avez ensuite revues régulièrement ?

Exactement. Trois mois après, j'avais déjà soigné 45 cas comme celui-là, et c'est là que j'ai compris qu'il s'était passé quelque chose que nous avons qualifié ensuite, dans un article paru dans *PLOS Medicine*, un journal médical, de viol avec extrême violence.

Quand est-ce que vous avez su que vous deviendriez gynécologue obstétricien ?

À huit ans, je savais que je serai médecin. J'ai travaillé pour cela. À l'école secondaire, j'ai fait de la biochimie. C'était la voie qui amenait vers la médecine. J'ai fait de la médecine générale et ma thèse en pédiatrie, où j'avais déjà commencé à exercer. Mais quand j'ai commencé à travailler dans un hôpital rural, je me suis rendu compte à quel point ce que les femmes vivaient était dramatique. Je ne pouvais pas me contenter de soigner les bébés quand je perdais toutes les mamans en couche ou avant d'accoucher. C'est en 1984 que j'ai pris l'option de faire de la gynécologie obstétrique. Je suis parti 5 ans, à Angers. C'est une vocation qui est venue en fonction de ce que j'ai vu. En 1999, je me suis focalisé sur la chirurgie. Voilà, c'est une évolution.

Voilà plus d'un an que vous n'avez pas pu rentrer à Bukavu, quelles nouvelles avez-vous de l'hôpital de Panzi ?

L'hôpital des Panzi continue à fonctionner et je rends hommage à tous les jeunes confrères qui sont là et qui tiennent bon, malgré les difficultés. Les malades sont pris en charge. Nos équipes mobiles vont dans des endroits reculés, dangereux, pour traiter les malades dans leur milieu, lorsque cela est possible, ou les transférer vers l'hôpital lorsqu'ils nécessitent des soins beaucoup plus complexes. Cette question m'amène à dire qu'en 1999, j'étais le seul gynécologue obstétricien dans la région, mais j'ai commencé la formation de gynécologie obstétrique. Aujourd'hui, je suis content, puisque les neuf gynécologues que nous



© Fondation Panzi

avons à l'hôpital ont été formés à l'université et à l'hôpital. Aujourd'hui, il y en a trois qui ont déjà fait leur PhD* et j'ai pu les amener au niveau de l'agrégation en gynécologie obstétrique. Je considère que j'ai fait ma part, j'ai transmis.

Est-ce que vous souffrez de cette distance avec la République démocratique du Congo, avec l'hôpital, avec vos confrères, avec les personnes que vous avez soignées ?

Terriblement. Surtout avec les malades. Quand j'ai été attaqué en 2012 et que les femmes m'ont fait revenir en se cotisant et en vendant des fruits et des légumes, elles m'ont demandé de rester à Bukavu, qu'elles allaient assurer ma protection et subvenir à tous mes besoins, aussi bien de sécurité qu'alimentaires (*rires*). J'avais promis de ne plus jamais les quitter. Et malheureusement, quand je suis parti pour me rendre à une conférence internationale à Oslo, la guerre a commencé. Les aéroports ont été détruits et, pour le moment, il n'y a plus d'atterrissage d'avions. Donc j'avais promis, et aujourd'hui je souffre de ne pas avoir pu tenir cette promesse. C'est un travail qui demande beaucoup de solidarité. Et quand je suis ici, je sens que les autres font, seuls, face à toutes les adversités. Et ça, c'est lourd à vivre. J'espère qu'assez rapidement, peut-être, l'aéroport de Bukavu va rouvrir et que je pourrais rentrer. Je sais que les armées d'occupation et d'agression ne veulent pas entendre des choses comme ça, mais je crois qu'elles devront trouver d'autres moyens pour m'empêcher de revenir. Pour moi, c'est décidé.

Pouvez-vous me parler du projet Mapping ?

Le rapport Mapping a été entrepris par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'époque dirigé par Navi Pillay, juge sud-africaine. Une femme que je respecte et que j'admire beaucoup. C'est une femme de grande valeur, qui a fait preuve d'un courage exceptionnel. Même si elle a connu des pressions, des intimidations, des humiliations, elle a su se tenir debout derrière ses convictions. Elle a lancé ce rapport contre l'avis de beaucoup des dirigeants. En 2010, malgré l'opposition de pays, comme le Rwanda, elle a publié le rapport. C'est une cartographie des crimes commis de 1993 à 2003, en République démocratique du Congo. Le rapport reprend les localisations de ces crimes, les groupes responsables de ces crimes, les noms et le nombre de victimes de ces crimes, et malheureusement, elle était obligée de cacher les noms des bourreaux. Le document préconisait de mettre en place des juridictions compétentes pour que les responsables de ces crimes répondent de leurs actes. Malheureusement, 16 ans plus tard, les crimes se perpétuent encore quotidiennement. Le conflit en République démocratique du Congo, a fait plus de 6 millions de morts. C'est le conflit le plus meurtrier après la Seconde Guerre mondiale où le viol, comme arme de guerre, a été largement utilisé. Les victimes se comptent en millions et à l'heure où je vous parle il y a plus de 7 millions de Congolais qui sont déplacés puisque les groupes armés, en commettant ces crimes odieux sur la population, les poussent à fuir vers le grand centre. La question que je ne vous laisse

pas poser, c'est pourquoi ? Eh bien tout simplement parce que ce sont ces groupes armés qui, aujourd'hui, commercialisent les minerais stratégiques qui regorgent dans ces régions, comme le coltan. Ils ont le moyen de continuer à financer la guerre et d'agir en toute impunité, quand bien même leurs crimes soient largement connus. Aujourd'hui quand nous parlons d'énergie verte, nous nous considérons que ce n'est pas vert, c'est rouge du sang des femmes et des enfants congolais.

Que faudrait-il pour provoquer le changement ?

Je crois que nous avons besoin de solidarité. Quand je suis arrivé en Martinique, invité par Viktor Lazlo, pour les journées de la mémoire et le rapprochement des peuples, je me suis dit que c'était formidable. C'est seulement cette solidarité qui peut permettre de créer des groupes assez solides pour pouvoir dire : « Nous pouvons vivre ensemble sans violence. Nous pouvons vivre ensemble en partageant les ressources naturelles ». Je dois dire que je suis très impressionné par mon séjour ici, qui a été rempli d'émotions. J'ai eu, chaque soir, des auditoires très attentionnés qui voulaient écouter, qui voulaient poser des questions, qui voulaient savoir ce qui se passe. Je crois avoir dit à tout le monde que la première chose que vous pouvez faire, c'est de ne pas être indifférent car lorsqu'on est indifférent à ce qui arrive à l'autre, on accepte que ça puisse nous arriver aussi. Je pense que si on est 1 million, 10 millions, 100 millions pour dire qu'il faut arrêter de violer les femmes, qu'il faut que les responsables des crimes puissent répondre de leurs actes, plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Je félicite la population martiniquaise d'avoir des journées de mémoire. La mémoire, ce n'est pas pour attiser la haine. La mémoire, ce n'est pas pour se venger. La mémoire, c'est permettre de dire que ce qui s'est passé était dramatique et qu'il ne faut pas que ça se répète. Il y a très peu de gens chez nous qui connaissent ce qui s'est passé avec Léopold II, qui coupait les mains de ceux qui ne fournissait pas suffisamment de caoutchouc. À cette époque, le caoutchouc a permis au monde d'avoir des véhicules plus rapides ; aujourd'hui nous mourons pour que le monde ait des téléphones, des *laptops* ou des voitures électriques. C'est toujours le même peuple qui paye, c'est toujours le même peuple qui est tué.

En étant au plus près de cette souffrance depuis plus de 30 ans, avez-vous encore des rêves ?

Je rêve de vous inviter un jour au Congo. Où on pourra rester au bord du lac Kivu, qui est aussi magnifique que l'océan devant moi, et faire une interview où nous réfléchirons à ce que le Congo peut faire avec la Martinique. C'est un rêve. Le Congo a une beauté, le Congo regorge de ressources naturelles, de ressources humaines. Ce que nous vivons aujourd'hui avec la destruction, la transformation des corps de nos mères, de nos filles, de nos femmes, de nos sœurs, qui sont devenus des champs de bataille, est aussi grave que l'esclavage et la colonisation. C'est une histoire de douleur, mais nous ne pouvons pas nous arrêter à la souffrance, nous devons avoir la capacité de dire : « Je peux m'en sortir ». Quand je vois la résilience des femmes, cela me donne un grand espoir de voir un jour un Congo où il fera bon vivre. Les femmes ont une force extraordinaire, et si je peux espérer en un Congo meilleur, c'est parce que ces femmes se battent, chaque jour, pour leurs enfants. Elles préparent l'avenir. J'y crois.

Vous parcourez le monde pour rendre compte, inlassablement, de ce qui se passe, est-ce là que vous puisez votre force ?

Absolument. Je ne pense pas qu'on puisse répondre à la haine par la violence, il faut y répondre par l'amour. Quand je vois que les femmes, malgré ce qu'elles subissent, se mettent debout pour se battre pour les droits de leurs enfants et de leur communauté. Qui suis-je pour croiser les bras ? Ce que je fais est insignifiant par rapport à leur combat. Je suis tout simplement admiratif.

Que retiendrez-vous de votre premier passage en Martinique ?

J'ai ressenti beaucoup d'émotions. Dès mon arrivée, à l'aéroport, les danses, le chant, le tambour m'ont éveillé. Aux Anses d'Arlet, le son de la conque de lambi... C'était très fort ! C'est là toute la force de l'identité. Cela a réveillé en moi une nostalgie, car la conque de lambi résonne comme la corne de l'animal chez moi. Je vois la Martinique autrement que pour le soleil et les plages dont me parlaient mes amis martiniquais, lors de mes études. J'ai vu le soleil, j'ai vu les plages, mais j'ai aussi vu les Hommes.

* PhD : doctorat

16,2 MILLIONS
C'EST LE NOMBRE
D'HEURES DE VISIONNAGE
CUMULÉES POUR LA
SÉRIE *BANDI*, TOURNÉE
EN GRANDE FÊTE EN
MARTINIQUE, À SA
SORTIE SUR LA
PLATEFORME NETFLIX,
DU 9 AU 12 AVRIL 2026.



IL A DIT

« Dans les Caraïbes, nous vivons avec les risques : cyclones, séismes, volcans ou inondations qui font partie de notre réalité. Mais vivre avec les risques ne signifie pas les subir. En partageant des informations simples, utiles et adaptées à la région, Caribbean-Risks.org veut aider chacun à mieux comprendre son environnement et à se préparer, pour protéger sa famille et sa communauté. »

Jérémie Sibeoni, chef de délégation de la PIRAC (plateforme d'intervention régionale Amériques Caraïbes), Croix-Rouge française.

MARTINIQUE ÉTAPE HISTORIQUE

Depuis le 16 avril, la Martinique peut siéger à la Caricom (communauté des Caraïbes) en tant que membre associé. Déjà signé en février 2025, à la Barbade, l'accord permet désormais au territoire de siéger aux côtés des chefs d'État et de gouvernement de la Caraïbe. Cette décision clôt un processus marqué par plusieurs étapes : validation par le Conseil d'État, adoption en Conseil des ministres fin 2025, vote unanime du Sénat en janvier 2026, puis validation en commission des affaires étrangères en mars. Elle s'inscrit dans plus de 60 ans d'engagement des élus martiniquais pour renforcer l'ancrage du territoire dans son environnement caribéen.

OUTRE-MER VICTOIRE

Un grand pas pour les territoires dits d'outre-mer ! Le 19 mars, lors d'une conférence de haut niveau à Chişinău en Moldavie, le gouvernement français a acté leur inclusion intégrale et sans réserve dans la charte sociale européenne. Pour rappel, depuis 1961, la France refusait d'appliquer ce texte aux populations ultramarines. Les associations *Kimbé Red* et *Notre Affaire à Tous* avaient alors spécifiquement fait une demande indemnitaire préalable à l'État pour enjoindre cette inclusion. Cette avancée marque un pas important pour la reconnaissance et la protection des droits environnementaux, notamment l'accès à l'eau potable et à un environnement sain.



MARTINIQUE CAP SUR LA FAUNE MARINE

La Caribbean Cetacean Society (CCS) a officiellement lancé, le 13 mai à Fort-de-France, le projet Calypso, une expédition scientifique d'envergure consacrée à l'étude de la mégafaune marine dans la Caraïbe. Fondée en 2020, par deux biologistes caribéens, l'ONG œuvre à la protection des cétacés par la coopération internationale, en fédérant chercheurs, associations, gouvernements et citoyens autour des enjeux de conservation marine. Présenté comme une coopération régionale inédite, le projet prévoit plus de trois mois de navigation à travers l'ensemble du bassin caribéen, selon un protocole standardisé unique, afin de combler les lacunes en données essentielles à la protection des cétacés, requins, oiseaux marins et autres espèces pélagiques.



MONDE UN VOTE QUI COMPTE

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté, fin mars, une résolution qualifiant la traite transatlantique des Africains réduits en esclavage de « crime plus grave contre l'humanité ». Porté par le Ghana, le texte a été approuvé par 123 voix pour, 3 contre (États-Unis, Israël, Argentine) et 52 abstentions, dont le France et plusieurs États membres de l'Union européenne. Une décision présentée comme une étape vers de futures démarches de reconnaissance et de justice.



Le moulin à vent de l'habitation Loyola, Rémire-Montjoly (Guyane française)

OUTRE-MER TÉMOINS DU PASSÉ

Cinq sites ultramarins ont été retenus pour l'édition 2026 du Loto du Patrimoine : en Guadeloupe, la maison de l'historien Lacour à Basse-Terre ; en Martinique, l'église du Gros-Morne ; en Guyane, le moulin de l'habitation Loyola ; à Mayotte la mosquée d'Antana-Bé et à la Réunion, l'usine de Beaufonds. Ils pourront tous bénéficier de financements pour leur restauration.



GADELOUPE DÉMARRAGE EN DOUCEUR

Le tout nouveau CHU de Guadeloupe, situé à Belle Plaine aux Abymes, a accueilli ses premiers patients le 13 avril. Il s'agit d'une mise en route progressive qui n'a concerné que le service d'imagerie médicale (IRM) où les examens sont désormais réalisés. Prochaine étape : activation du plateau de consultations avec le transfert des activités du CCRU situé à Jarry (urologie, ORL et neurochirurgie).

DANS LES PAS D'ORLANE ET CÉLIAN

LEURS VIDÉOS DÉFILENT CHAQUE SEMAINE SUR NOS ÉCRANS. MAIS QUE SE PASSE-T-IL VRAIMENT DERRIÈRE ? INTRIGUÉE PAR LEUR MANIÈRE DE RACONTER LA GUADELOUPE, J'AI SUIVI ORLANE ET CÉLIAN LE TEMPS D'UN TOURNAGE AUX ABYMES. UNE IMMERSION DANS LES COULISSES DE L'INFLUENCE.

Texte Sarah Balay - Photo Stéphane Jumez



Je surveillais d'un œil... Mais Orlane et Célian m'ont devancée. Dimanche 15 mars, je scrolle mollement sur mon téléphone, quand tout à coup, surprise ! Je tombe sur la dernière vidéo du jeune couple d'influenceurs guadeloupéens. Quelques secondes suffisent pour me replonger quatre jours en arrière, au cœur du tournage auquel j'ai assisté.

Le rendez-vous était donné mercredi 11 mars, à 8 heures, aux Abymes, dans les locaux des Jus de maman. Sur place, difficile de se garer : à Dugazon de Bourgogne, la circulation est déjà saturée à cette heure matinale. L'activité bat son plein. À mon arrivée, Orlane et Célian sont déjà là... Tout sourire, face à une livraison impressionnante d'abricots pays. En pleine discussion avec l'équipe, ils peaufinent le déroulé du tournage : une trame souple, volontairement laissée ouverte pour faire la part belle à « l'improvisation ». « Nous avons déjà quelques idées en tête, mais pas de script précis, avance Célian. Nous savons quels plans nous voulons absolument... D'autres s'imposeront en cours de route, en fonction du discours des intervenants ».

Ce qui les intéresse ? Pas tant les coulisses de la confection artisanale des jus – pourtant au cœur du savoir-faire de l'entreprise familiale fondée par Marielle, aujourd'hui épaulée par ses deux enfants, Mélodie et Brandon – mais plutôt le petit bar à fruits ouvert il y a deux ans au sein du laboratoire, avec une façade ouverte sur l'extérieur et une petite terrasse aménagée. Un lieu discret, en pleine zone industrielle, mais déjà validé par le couple – comme pour chacune de leurs collaborations. Dans quelques heures, cette adresse confidentielle s'apprête à changer d'échelle, propulsée sous le feu des réseaux sociaux. Car aujourd'hui, Orlane et Célian, c'est plus de 230 000 abonnés et des posts qui peuvent dépasser le million de vues !

Pour cette vidéo promotionnelle, aucun cachet n'est prévu, une exception dans leur manière de travailler. « En échange, l'enseigne offre une remise de 50 % à destination des

abonnés du Pass Orlane et Célian », m'explique Célian. Un modèle qu'ils ont développé pour diversifier leurs revenus. Car dans le milieu de l'influence, trois principales sources coexistent : les partenariats avec les marques, la monétisation en fonction du nombre de vues via les plateformes comme YouTube ou TikTok, et plus marginalement, les droits d'auteur. « Dans notre cas, comme nous ne pouvions pas compter sur la rémunération TikTok, pas disponible en Guadeloupe, et que les droits d'auteur sont peu significatifs, nous dépendions surtout des partenariats avec les marques, explique Célian. Or, cette activité est assez saisonnière : certaines périodes, comme les fêtes en Guadeloupe, sont très dynamiques, tandis que d'autres, comme le mois de septembre, sont beaucoup plus calmes ». Pour ne pas dépendre uniquement des collaborations, le couple a donc lancé son propre Pass inspiré de concepts similaires découverts lors de leurs études à Paris. Le principe : proposer à leurs communautés des réductions importantes – jusqu'à 50 % – dans une sélection d'adresses locales, en échange d'un abonnement. Une manière de générer des revenus directement auprès de leur audience, tout en permettant à des petites structures, sans budget communication, de gagner en visibilité.

« Capter l'attention dès les premières secondes »

Il est 9 heures : direction la salle de découpe. Pour des raisons d'hygiène, chacun enfle sa charlotte. À la manœuvre, Allan s'active entre abricots pays et goyaves. Orlane et Célian, eux, ont déjà dégainé leur téléphone. Ils filment à tour de rôle, parfois simultanément, tout en prenant des notes directement sur leur clavier. À leurs côtés, Mélodie et Brandon jouent le jeu avec enthousiasme, répondant aux questions, précisant chaque étape et chaque choix.

« Nous, ce qu'on aime, c'est raconter des histoires, explique Orlane. On n'est pas juste là pour dire que c'est joli ou que c'est bon. Les Jus



de maman, c'est avant tout une aventure familiale qui valorise les fruits du terroir, parfois oubliés, et le travail des agriculteurs ». Dans cette logique, le petit bar à fruits prend tout son sens. « Il répond à un vrai besoin, poursuit-elle. Et surtout, il propose autre chose que les barquettes déjà toutes faites qu'on voit ailleurs, avec toujours les mêmes fruits et pas toujours très frais ».

Il est 10 h 30 passées quand Orlane et Célian tournent la dernière séquence : celle de la dégustation. Une parenthèse gourmande soigneusement préparée par Marielle. Un passage obligé pour éveiller l'appétit des abonnés et leur donner envie de venir découvrir par eux-mêmes. « Pour une vidéo qui dépasse rarement les 50 secondes, on tourne, en moyenne, une à deux heures, remarque Célian. Et le montage peut nous prendre jusqu'à 5 heures. Aujourd'hui, on sait ce qui fonctionne ou non. On affine chaque détail pour capter l'attention dès les premières secondes ».

Tournage, montage, prospection, négociation, partenariat, gestion... Orlane et Célian pilotent leur société créée en mars 2024, avec rigueur et ambition. Présents sur les réseaux depuis une dizaine d'années, ils vivent de leur activité depuis juillet 2024 et espèrent franchir un cap : devenir une référence en Outre-mer dans la production de contenus touristiques.

Peut-on prévoir l'évolution des côtes guyanaises grâce au passé ?

VINCENT POLIN

Texte Sarah Balay - Photo Christophe Fidole

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : Évolution des paysages guyanais et paléo-environnements au Pléistocène supérieur : caractérisation multi-méthodes des archives littorales et alluviales. Mon doctorat s'inscrit dans le projet PHENOMENA (*Pleistocene and Holocene ecosystems and paleobiodiversity of French Guiana*), financé par l'agence nationale de la recherche. Ma soutenance est prévue fin 2028, au laboratoire ISTerre (Institut des sciences de la Terre), à Grenoble.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Comprendre comment les environnements et les paysages ont évolué depuis 120 000 ans, sur la côte de la Guyane ainsi que le long du Maroni, fleuve frontière avec le Suriname.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Dans un contexte de dérèglement climatique rapide, il est nécessaire de comprendre comment le climat a métamorphosé les paysages guyanais dans le passé, afin d'estimer les transformations futures. Par exemple, il y a 20 000 ans, alors que dans le monde les glaciers recouvraient de grands espaces, le niveau marin a chuté de plus de 100 m. Ainsi, des villes comme Kourou ou Cayenne qui, de nos jours, se situent au bord de l'océan, se trouvaient dans des savanes sèches ou des forêts tropicales à plus de 100 km du trait de côte. Si on remonte plus loin, environ 120 000 ans, le niveau marin était plus élevé de quelques mètres : ces villes étaient donc noyées. Avec les données que nous récolterons, il sera possible de créer des modèles d'évolution des côtes et de pouvoir ainsi prévoir l'évolution du trait de côte. Au niveau du Maroni, nous voulons mieux appréhender les dynamiques du fleuve, notamment les facteurs responsables de grandes périodes de crues qui ont déposé de fortes épaisseurs de sédiments (particules qui se déposent grâce à l'eau ou le vent, comme le sable ou l'argile). Ainsi, ma thèse permettra de poser un référentiel pour se projeter sur les évolutions futures du paysage, en lien avec le climat, et donc une base de réflexion pour l'aménagement du territoire.

Que comptez-vous faire après votre thèse ?

Après ma thèse, je souhaite poursuivre dans la recherche publique, en étudiant l'évolution des paysages et des environnements au Quaternaire (les 2,5 derniers millions d'années) pour mieux estimer les évolutions futures.



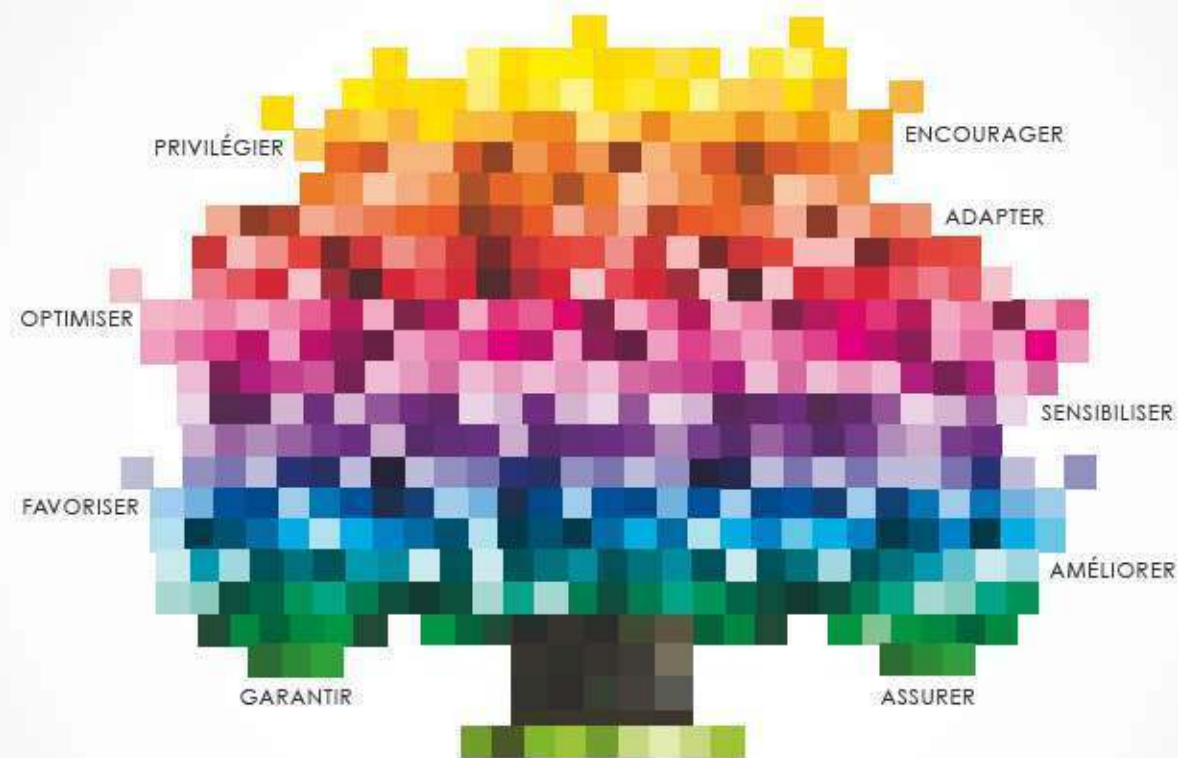
D.P.S.

PLOMBERIE / SANITAIRE
ASSAINISSEMENT

Z.I. Terca - Carrefour du Larivot - MATOURY - Tel : 05 94 35 09 89

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du développement durable



PRIM

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
 tél. 0590 26 72 40 - mail : infos@primsas.com



Heure	Compagnie	Vol	Destination
06:45	AIR CARAÏBES	TX300	St Martin G
		ZA911	
08:30	AIR CARAÏBES	TX302	Pointe-à-Pit
		ZA912	
08:35	AIRFRANCE	AF600	Cayenne
12:40	AIR CARAÏBES	TX306	St Martin G
		ZA913	
13:15	Air transat	TS739	Montréal - T
14:35	AIRFRANCE	AF601	Pointe-à-Pit
15:00	AIR CARAÏBES	TX310	Pointe-à-Pit
		ZA914	
15:08	American Airlines	AA1182	Miami

CHAQUE JOUR AU PIPRI, LES VOLS RÉGIONAUX DEPUIS FORT-DE-FRANCE FONT LE PLEIN DE PASSAGERS QUI PARTENT AU TRAVAIL EN GUADELOUPE. NOUS NOUS SOMMES RENDUS EN SALLE D'EMBARQUEMENT POUR RENCONTRER QUELQUES-UNS DE CES HOMMES ET CES FEMMES QUI SE DÉPLOIENT PLUS OU MOINS RÉGULIÈREMENT SUR LES 2 TERRITOIRES.

Texte: Lætitia Juraver - Photo: Jean-Albert Coopmann

AVION, BOULOT, DODO



05h45. Les pas sont lents mais assurés. Alors que certains se délectent de leur premier café, d'autres laissent échapper un bâillement, puis deux. Ils sont nombreux ces voyageurs de la première heure. Ceux qui chaque semaine, chaque mois, font la navette depuis la Martinique, vers la Guadeloupe et parfois la Guyane. Ils sont assis là, silencieux.

Tous sans exception tentent de grappiller quelques minutes, de sommeil ou de productivité, selon les styles. Car ils partagent tous le même objectif : faire de cette journée de travail pas si ordinaire que ça, une réussite. Certains ont relaté beaucoup d'imprévus, faits

de retards et d'annulations. Ils ont aussi et surtout évoqué des visages familiers, des anecdotes marquantes et souligné l'humanité qui s'installe et demeure, entre les passagers, mais aussi avec le personnel, à bord comme au sol.

Mais qui sont ces voyageurs ? À quelle fréquence voyagent-ils ? Et comment vivent-ils cette « routine », aussi enrichissante que challengeante ? Nous sommes allés à leur rencontre pour dresser le portrait de ces salariés et de ces entrepreneurs qui opèrent sur plusieurs territoires.



Prénom : Gladys et Megan
Fréquence : 1 fois par mois depuis 1 an
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Secteur : application Kopa (agroalimentaire)

« Je crois qu'on peut dire que voyager dans la Caraïbe constitue pour beaucoup un objectif de vie quand on y réside. Il y a cette envie et cette fierté liées au fait de collaborer avec des territoires voisins et d'emmener son entreprise sur un autre marché. Au début c'est très valorisant, mais en réalité comme je travaille avec mon conjoint, et que nous sommes aussi jeunes parents, ça nécessite pas mal d'organisation et aussi des sacrifices où nous voyageons chacun notre tour. Aujourd'hui, nous nous rendons au salon Gusto Pro auquel nous avons toujours souhaité participer, et c'est un de nos clients sur place qui nous a mis en contact avec l'organisateur et nous a donné l'opportunité d'y être exposants. Ça témoigne de la solidarité qui peut exister entre nos îles. »



Prénom : Leslie
Fréquence : 8-9 fois par mois, depuis 8 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe / Martinique > Guyane
Emploi : administrateur judiciaire

« J'exerce sur les tribunaux de Cayenne, de Pointe-à-Pitre et de Martinique. Quand j'ai commencé, c'était extrêmement valorisant, qui plus est en tant que femme, d'origine antillaise et maman. J'aimais le côté "working girl" (rires) ! Aujourd'hui, je me déplace avant tout pour accompagner mes collaborateurs dans leur montée en compétences. Il y a cette envie de faire briller les autres plutôt que soi une fois que l'ego trip est terminé. »

Prénom : Patrice
Fréquence : 2 fois par mois, depuis 3 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Durée : 1 jour
Emploi : responsable dans la téléphonie mobile

« C'est une journée de travail très classique en somme, où je viens passer voir nos magasins de téléphonie mobile basés en Guadeloupe. La principale contrainte réside dans la planification de cette journée sur place, et une journée souvent réduite à quelques heures. Ça oblige à tenir un rythme millimétré. Le moindre impondérable peut rendre la journée très compliquée. Le point positif de ces trajets c'est qu'à force, on noue des liens, on discute, on se reconnaît, on finit même par s'appeler par nos prénoms et saluer les stewards (rires). J'apprécie ce côté humain. Ça montre qu'il reste encore de l'humanité malgré l'omniprésence des écrans. »



Prénom : Andréa
Fréquence : 1 fois par mois depuis 2 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Durée : 1 jour
Emploi : community manager freelance

« Vous me demandez de vous trouver une anecdote à 6h30 du matin (rires) ? Vous me croyez si je vous dis que j'ai une peur bleue de l'avion ? J'ai décidé de ne plus me laisser le choix (rires) ! J'ai un client principal en Guadeloupe, pour qui je viens passer une journée chaque mois. Comme tout se joue dans la journée, avant de me déplacer, je dois veiller à ce que toutes les conditions soient réunies pour que je puisse créer tous les contenus prévus. Cela implique d'anticiper les tournages, les scénarios et aussi les salariés de l'enseigne qui seront mobilisés pour ces contenus dédiés aux réseaux sociaux. Je mesure la confiance que mes clients m'accordent en choisissant de collaborer avec moi plutôt qu'un prestataire sur place. J'ai aussi dû organiser mes absences du territoire et je collabore avec d'autres freelances en Martinique pour pouvoir continuer à répondre aux besoins de mes clients martiniquais. Je dirais que ce fonctionnement me permet de me sentir libre et de voir plus loin. »



Prénom : Jean-Baptiste
Fréquence : 2 à 3 fois par mois depuis 3 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Durée : 1 à 4 jours
Secteur professionnel : BTP
Emploi : directeur d'exploitation et de maintenance

« En tant que directeur d'exploitation et de maintenance, je vais régulièrement au contact de nos équipes en Guadeloupe, sur la base de 2 à 3 déplacements par mois. L'enjeu pour moi est de pouvoir être en contact direct avec les employés et les clients, c'est la même activité qu'en Martinique, avec les mêmes fournisseurs et les mêmes types de clients. Les façons de faire sont sensiblement identiques aussi entre les 2 territoires, à la différence de la Guyane où les méthodes et approches varient un peu. Ces déplacements réguliers font partie du business model de l'entreprise. Nous opérons sur deux marchés insulaires, et en tant que manager, je dois être présent dans nos 4 agences implantées aux Antilles. »

INGÉNIEURE GLOBE-TROTTEUSE



© Célia Duquesnay

QUAND ELLE ÉTAIT PETITE, CÉLIA DUQUESNAY VOULAIT ÊTRE MÉDECIN MILITAIRE. FINALEMENT, C'EST LA SANTÉ DES SOLS QUI RETIEN TOUTE SON ATTENTION AUJOURD'HUI. INGÉNIEURE AGRÉENVIRONNEMENTALE FORMÉE AU CANADA, LA JEUNE MARTINICAISE S'EST SPÉCIALISÉE DANS LA GESTION DE L'EAU ET L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES RURAUX.

Texte Caroline Babin

Québec

« Je suis partie au Canada juste après le bac, en août 2014, le jour de mes 18 ans, pour intégrer l'université Laval, à Québec. J'aurais pu aller en prépa et passer des concours en France, mais j'ai préféré le cursus canadien, moins élitiste. Les ingénieurs sont formés à l'université, avec un choix très large au niveau des spécialités. Pour ma part, j'ai choisi le génie agronome. J'ai été diplômée en 2019 et j'ai commencé à travailler dans le domaine de la santé des sols et la gestion de l'eau : conception de ponceaux, systèmes de drainage souterrain, mise en place d'aménagements spécifiques pour contrôler l'érosion, etc. »

La Barbade

« Pendant deux ans, j'ai fait mon "juniorat"⁽¹⁾ en région et en 2022, j'ai enfin pu signer moi-même mes calculs et plans. J'adorais ce que je faisais mais j'en avais un peu marre d'être en région. Alors j'ai démissionné et avec mon compagnon, nous sommes partis à La Barbade pendant six mois. Une période de réflexion au terme de laquelle nous sommes rentrés au Canada pour nous installer tout près de Montréal. J'ai rapidement trouvé un emploi dans mon domaine et j'ai pu négocier de travailler à distance pendant les mois d'hiver, de décembre à avril, ce qui nous a permis de rentrer en Martinique et de partir au Nicaragua. »

Canmore, en Alberta

« J'adore mon métier, je peux avoir des projets très différents d'une année à l'autre, d'une saison à l'autre, mais j'aime aussi découvrir d'autres pays. Aujourd'hui, mon entreprise a accepté que je sois à 100% en télétravail. Avec mon compagnon, je viens d'emménager dans l'Ouest canadien, à Canmore, en Alberta, tout en continuant de travailler avec mes clients à Montréal. À partir des données relevées par les techniciens sur le terrain, je rédige les rapports, dessine les plans, monte les dossiers, et quand j'ai fini, je pars randonner dans les Rocheuses... »

(1) Au Canada, l'ingénieur tout juste diplômé travaille d'abord sous la responsabilité d'un ingénieur expérimenté avant de passer lui-même "senior".

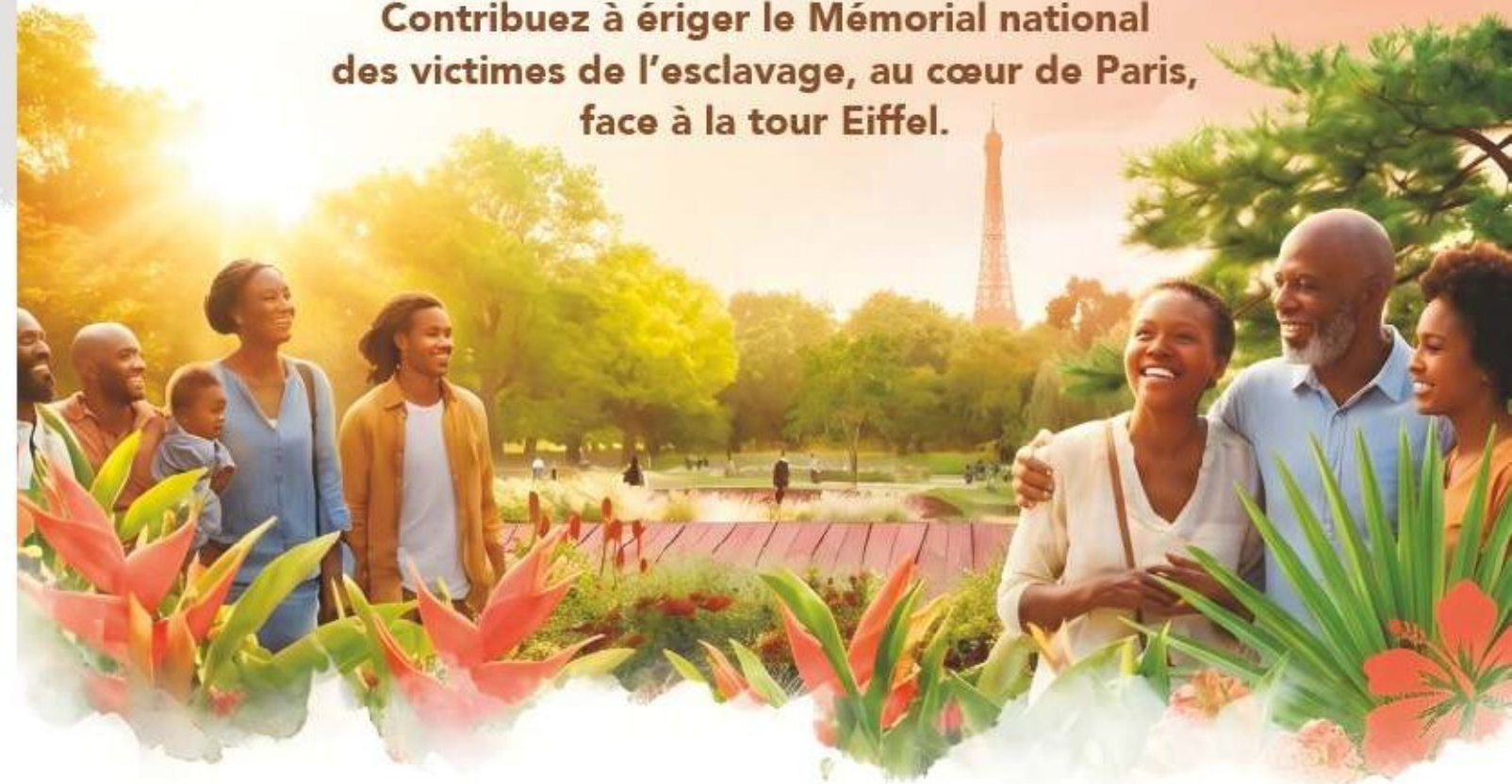


MÉMORIAL NATIONAL DES VICTIMES DE L'ESCLAVAGE

216 000 noms.

Une seule promesse : ne pas oublier !

Contribuez à ériger le Mémorial national des victimes de l'esclavage, au cœur de Paris, face à la tour Eiffel.



“ Mettre en lumière les oubliés ”

FAITES UN DON

Impôt sur le revenu : 66% déductible / IFI : 75% déductible



SCANNEZ LE QR CODE OU CLIQUEZ-ICI

Sous l'égide de la Fondation de France

En savoir plus : memorial-trocadero.org

BIEN-ÊTRE, BIEN TRAVAILLER ?

AU CAS OÙ VOUS NE LE SAURIEZ PAS, LE 28 AVRIL DERNIER AVAIT LIEU LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL. L'OCCASION DE RAPPELER QU'UNE ENTREPRISE QUI VEILLE AU BIEN-ÊTRE DE SES ÉQUIPES EST UNE ENTREPRISE OÙ « L'EMPLOYEUR PREND LES MESURES NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ET PROTÉGER LA SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE DES TRAVAILLEURS », SELON L'ARTICLE L. 4121-1 DU CODE DU TRAVAIL. EN RÉALITÉ, QUE L'ON SOIT COLLABORATEUR, MANAGER OU DIRIGEANT, NOUS SOMMES TOUS ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL.

Texte Azelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

30%

Environ des salariés guadeloupéens déclarent avoir été victimes d'au moins un fait de violence dans le milieu pro (insultes, humiliations, mise à l'écart, harcèlement).
Source : enquête Virage Outre-Mer INED, Exploitation ORSaG, 2021

13 accidents du travail/jour

En 2022, on dénombre en Martinique vs 4/jour en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
Source : chiffres DEETS
C'est 359 par an en Guyane, en 2018.
Source : CNAM-MSA, 2019

53%

des dirigeants martiniquais se considèrent en moyenne ou mauvaise santé.
Source : consultation Aract-It Martinique, avril 2023

+39%

d'engagement et 2,4 x plus de concentration chez les salariés en bonne santé mentale.
Source : baromètre Santé mentale et QVCT, Qualisocial x Ipsos, 2026

Quelques rappels juridiques

#prévention des risques

Un employeur qui ne prend pas de mesures pour préserver le travailleur des dangers dont il a ou aurait dû avoir conscience, manque à son obligation légale de sécurité et de protection de la santé, ce qui constitue une faute inexcusable.

Référence : cour de Cassation du 8 octobre 2020, Pourvoi n° 18-26.677

#harcèlement

Lorsque vous déclarez une situation de harcèlement au travail à votre employeur, celui-ci doit mener une enquête interne spécifique. Dans le cas contraire, l'absence d'enquête interne constitue un manquement à son obligation de santé et de sécurité.

Référence : défenseure des droits, décision n°2025-130 (7 juillet 2025)

#management toxique

Sachez qu'un management toxique (« maladroit », « injuste », « agressif », « malsain ») peut justifier un licenciement pour faute grave. L'employeur tolérant ce comportement pourrait, par ailleurs, être accusé de manquement à son obligation de prévention.

Référence : cour de Cassation du 26 février 2025, n°22-23.703

« DANS NOS CULTURES, GARDER CETTE FRONTIÈRE ENTRE LA VIE PERSONNELLE ET LA VIE PROFESSIONNELLE, SON ÉTAT DE SANTÉ, SANTÉ MENTALE EN L'OCCURRENCE, PEUT ÊTRE ENCORE TABOU. CELA PEUT ÊTRE UN SIGNE DE FAIBLESSE POUR CERTAINS »



Cédric Louisy-Louis, spécialiste de la qualité de vie et conditions de travail (QVCT), expert bonfilon dans la vidéo « Santé mentale : tabou ou priorité ? »

RETROUVEZ PLUS DE
CONTENUS SUR L'EMPLOI
SUR BONFILON.INFO

Ressources pour creuser le sujet

Faire le point RPS

On parle de Risques psychosociaux pour décrire les risques pour la santé à la fois physique et psychique au travail. L'INRS a développé un outil de diagnostic spécialement dédié aux petites entreprises, pour leur permettre d'identifier et d'évaluer les RPS présents au sein de la structure, et pouvoir ensuite y remédier.

C'est disponible sur www.inrs.fr/publications/outils/faire-le-point-rps

Je dis prévention !

Ce magazine trimestriel du Service de prévention et de santé au travail de Guyane permet de se tenir à jour des obligations réglementaires en matière de santé au travail et fournit des informations pratiques pour améliorer les pratiques de son entreprise en matière de prévention et de gestion des risques professionnels.

Disponible sur spstg.fr/magazine

Le compte professionnel de prévention

Vous êtes un salarié du privé exposé à des conditions de travail réglementairement reconnues comme étant pénibles ? Le C2P permet à votre employeur de déclarer l'exposition à 6 facteurs de risques, vous permettant d'obtenir des points pour adapter vos conditions de travail. Il peut s'agir de financement d'une reconversion, d'un passage à temps partiel ou d'un départ anticipé à la retraite.

Rendez-vous sur www.compteprofessionnelprevention.fr

Émotions (au travail)

De « Quelle énergie investir dans les relations sociales au travail ? » à « Bienveillance au travail : doux équilibre ou béquille encombrante ? », chaque épisode de ce podcast est l'occasion de se plonger dans des sujets à-propos, avec des invités pertinents.

À retrouver sur toutes les plateformes d'écoute

Amitié au travail

Dans le cadre d'une enquête qualitative, en cours depuis 2023, dédiée à l'amitié au travail, les chercheurs François Henry et Marie-Christine Monnoyer publieront des articles axés sur l'articulation entre amitié et bien-être, hiérarchie, travail bien fait et totalitarisme. Les premières conclusions de leur étude montrent une corrélation positive entre amitié au travail et objectivité, liberté d'expression, qualité du travail et partage d'informations.



bonfilon
by EWAG

23 millions

C'est le montant que l'on retrouve sur une des lignes de dépenses des Forces armées aux Antilles (FAA), pour l'année 2026. Les ressources militaires dans notre bassin géographique comptent plusieurs milliers de personnes, des véhicules et des bases. Les répercussions de la vie de tout ce beau monde peuvent se mesurer à différentes échelles. Il y a les spectaculaires saisies de drogue (avec photo de ballots de cocaïne et de militaires masqués), les opérations de coopération régionale (essentielle à la doctrine militaire française), l'entraînement à l'assistance de la population en cas de catastrophe (le cœur de la mission du 33^e RIMA par exemple). Reste la partie financière de l'iceberg que cela représente : en Martinique, 23 millions d'euros de marchés publics pour aménager, réparer, construire, adapter et mettre aux normes les bâtiments, entretenir les véhicules, réparer les centrales de climatisation, équiper les cuisines, nourrir les troupes, etc. 40 millions en 2027. Une coquette somme, capable de venir dynamiser les carnets de commandes de toute une série d'entreprises locales, spécialisées dans le bâtiment (tous corps d'état), les travaux neufs et réhabilitation, la maintenance du bâtiment, la maîtrise d'œuvre, l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et les études préliminaires.

Si les entrepreneurs locaux peinent encore, à ce jour, à capter ces marchés « par manque d'information sur les procédures, les projets concrets ou les modalités d'accès », pointe la Chambre de commerce et d'industrie de Martinique, cela peut s'apprendre. La preuve avec les services consulaires dédiés pour permettre aux TPME d'envisager sérieusement cette option et de se qualifier pour ces marchés encadrés. Mieux, à regarder de plus près les troupes installées au Fort Desaix ou celles qui circulent dans les couloirs du porte-hélicoptères Dixmude, en escale en mai, on apprend que les interactions salutaires entre l'armée et la population civile ne s'arrêtent pas là. Aux opportunités de business, s'ajoute une opportunité d'engagement pour les salariés de toutes les entreprises du territoire. Ils sont 600 réservistes aux Antilles, 480 en Martinique et 120 en Guadeloupe. Des hommes et des femmes qui viennent exercer en moyenne 35 jours dans l'année au sein des FAA, qui en tant que comptable, qui en tant que conducteur de poids lourds, etc. Chacun sa spécialité, son planning, et pour chacun une manière de trouver un nouvel engagement professionnel et participer en fait à renforcer le lien armée-nation. Ou comment se rappeler que nous sommes tous sur le même bateau, avec le même cap.

Texte Mathieu Rached



DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO



Octobre Rose, c'est bien plus qu'une campagne !



Comment convaincre nos ados de faire du sport ?



10 octobre :
journée nationale des dys



Ces plantes médicinales
à ne surtout pas confondre...

PARUTION : SEPTEMBRE 2026

RETROUVEZ-NOUS SUR

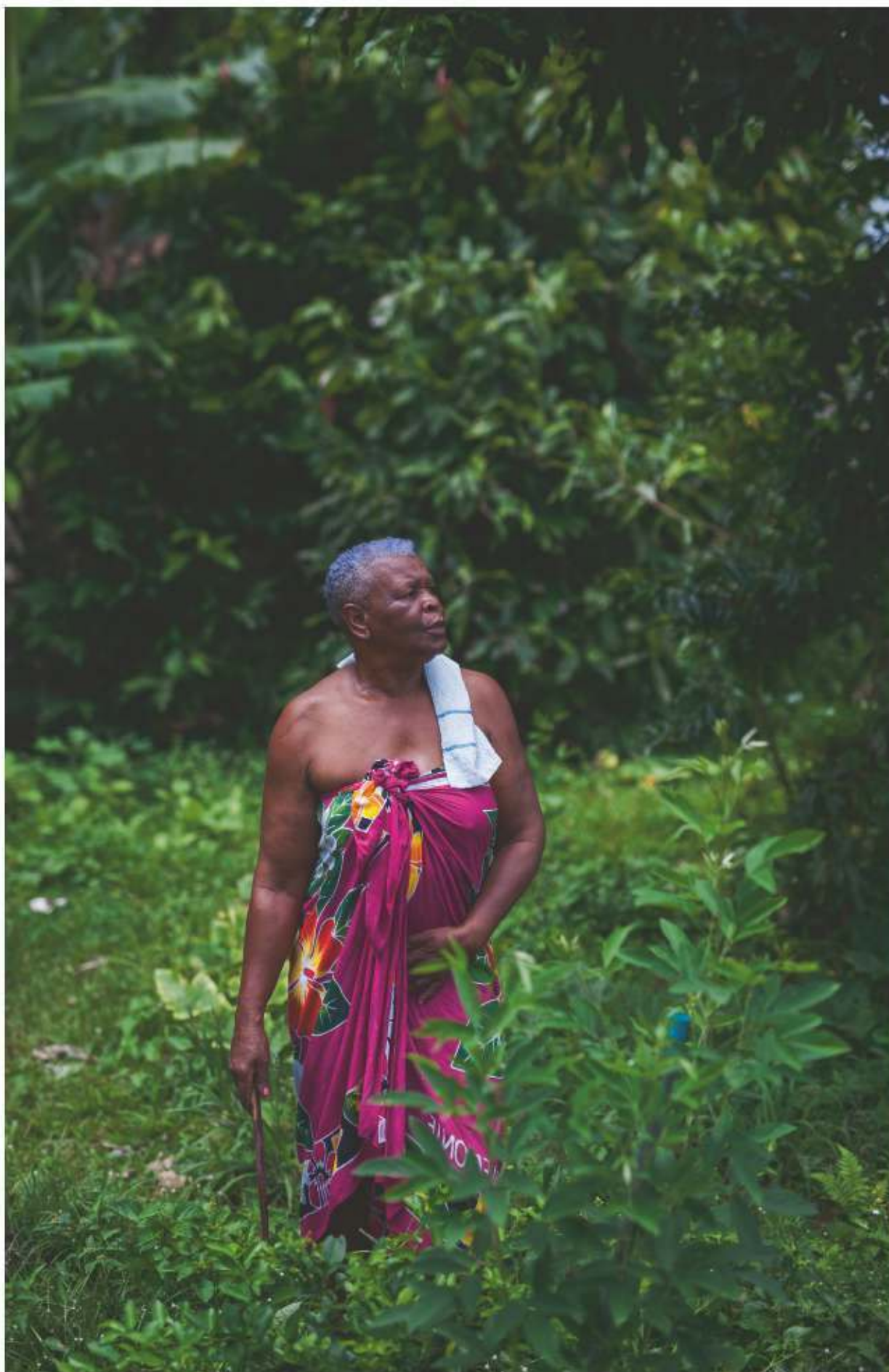




Le jardin de ma mère

CÉDRICK-ISHAM CALVADOS

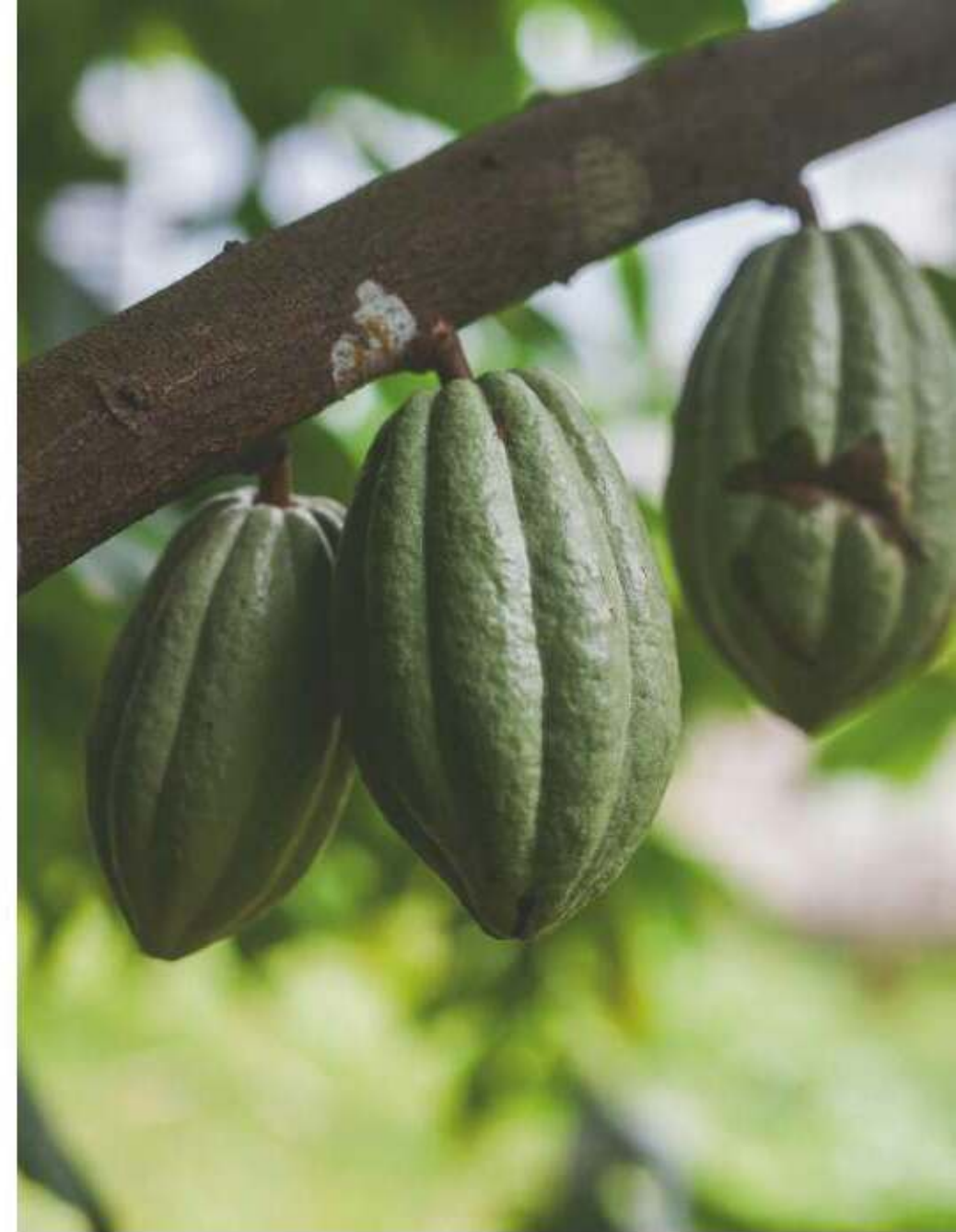
Cédric-Isham Calvados est un photographe autodidacte guadeloupéen. Journaliste de formation, il travaille comme pigiste pour France-Antilles en 2004 avant d'entamer une carrière de photojournaliste, en 2017, avec l'AFP. Lors du passage du cyclone Maria en Guadeloupe et à la Dominique, ses clichés ont été publiés, à trois reprises, dans *The New York Times*. Son travail explore la question de l'identité des populations issues des territoires dits d'outre-mer.



CETTE FEMME EST MA MÈRE, ET LES ANNÉES PASSANT, JE RÉALISE À QUEL POINT LE SAVOIR QUI L'HABITE EST VASTE. C'EST UN CHAMP QUE J'AI SI PEU PRIS LE TEMPS D'EXPLORER. POURQUOI ? PARCE QUE J'ÉTAIS JEUNE ET IGNORANT. PARCE QUE JE NE SENTAIS PAS LA TERRE COMME ELLE LA RESSENT. JE NE VIBRAIS PAS LA NATURE COMME ELLE LA VIBRE.

1 - Elle me le dit fièrement : « Depuis que j'ai emménagé dans cette maison, le cacaoyer s'est remis à porter du fruit. C'est comme s'il m'attendait ». Ses yeux brillent quand elle me montre ces nouvelles cabosses qui ne vont pas tarder à tendre vers la couleur de la maturité.

2 - La main de ma mère passe dans son petit plant de « doliprane », une plante médicinale réputée pour calmer les maux de tête et calmer les fièvres. Cette herbe pousse de façon autonome, mais nécessite un minimum d'attention. Elle a décidé de le placer au pied de l'escalier de sa véranda. Il est, en compagnie d'autres plants, une sorte de tapis vert qui fait déférence à sa reine.





3 (haut) - Elle s'est fixé l'objectif de sortir de terre un pommier cannelle. Elle en prend grand soin pour favoriser une pousse confortable. Elle se baisse, elle arrache les petites herbes folles qui veulent égarer l'arbre en devenir. Une partie de moi se demande si j'aurais l'occasion, moi aussi d'en profiter.

4 (ci-contre) - Un peu plus bas dans son jardin, quand on lève la tête, le bananier brandit une belle colonie de poyos. Je suis encore curieux de savoir comment elle fait pour les faire descendre de leur piédestal. Mais, je suis sûrement en train de la sous-estimer. Car si elle est capable de faire sortir des arbres de terre, elle est sûrement aussi fort capable de faire tomber des bananes du ciel.

5 (page de droite, haut) - Sa main se saisit de ce qu'on appelle des pots de bois. Je me souviens encore de ces week-ends où, enfant, elle me demandait de l'accompagner dans le jardin pour en faire la récolte. Je vivais cela comme une contrainte, et je pestais contre ces petites boules aux couleurs pastel sans odeur particulière, qui sont de loin un des grands classiques de notre gastronomie locale.

6 (page de droite, bas) - Avant de repartir, elle me rappelle qu'elle m'avait promis de me donner un peu de persil. Je lui demande de ne pas m'en donner trop car je manquerai sûrement de temps pour tout utiliser. Elle n'a pas dû m'entendre. Elle m'en a donné tout une poignée. On en revient à cette générosité qui fait partie de notre identité. Mais, je retrouve aussi, là, dans ce geste simple, les gestes de l'amour. Celui d'une femme pour la terre. Celui d'une mère pour son fils.



IL Y A 25 ANS, LE 21 MAI 2001, LA FRANCE DEVENAIT LE 1ER PAYS DU MONDE À RECONNAÎTRE LA TRAITE ET L'ESCLAVAGE COMME CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ. CETTE LOI INTRODUIT, DÈS LORS, D'ACCORDER UNE PLUS GRANDE PLACE À L'ENSEIGNEMENT DE CES SUJETS DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES ET DE RECHERCHES ET PRÉVOIT, DANS SON ARTICLE 3, DE CONVENIR D'UNE DATE DE COMMÉMORATION NATIONALE. C'EST CHOSE FAITE, EN 2006, QUAND JACQUES CHIRAC CHOISIT LE 10 MAI, SUR RECOMMANDATION DU COMITÉ NATIONAL POUR LA MÉMOIRE ET L'HISTOIRE DE L'ESCLAVAGE (CNMHE), ALORS PRÉSIDIÉ PAR MARYSE CONDÉ. LE 10 MAI COMME CLIN D'ŒIL AU JOUR OÙ LE SÉNAT A ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ, EN DERNIÈRE LECTURE, LA LOI DITE « LOI TAUBIRA ».

Sélection de Floriane Jean-Gilles



21:49
La loi du 21 mai 2001 est l'aboutissement de décennies de lutte et d'initiatives pour faire reconnaître la mémoire de l'esclavage et l'histoire de la traite, là où, depuis 1848, seule l'abolition était un élément du récit national. L'esclavage a été oublié à l'image des recommandations du gouverneur de la Martinique, Rostoland, qui, le jour de l'application du décret de l'abolition, « recommandait à chacun l'oubli du passé ». Cet entretien avec la journaliste Anne Chemin, retrace le chemin parcouru jusqu'à ce 21 mai 2001.

Loi Taubira : le long combat pour la mémoire de l'esclavage - L'Heure du Monde, Le Monde

LA LOI TAUBIRA



5:00

Remontons en 1998. Paris, le 23 mai : une marche silencieuse rassemble 40 000 personnes et donne naissance, l'année suivante au Comité Marche du 23 mai 98 (CM98). Cette manifestation est une réaction à un slogan officiel, alors qu'on célèbre le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage : « Tous nés en 1848 ». Une fois de plus la traite est passée sous silence et entraîne un soulèvement populaire.

Archives d'Outre-mer : 23 mai, Journée nationale d'hommage aux victimes de l'esclavage - franceinfo



3:00

La même année, le colloque international « Poétiques d'Édouard Glissant », organisé à la Sorbonne, s'achève, le 13 mars, par une déclaration restée célèbre, signée d'Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau et Wole Soyinka : *Déclaration sur la traite négrière et l'esclavage*. Un plaidoyer pour faire reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité.

Déclaration sur la traite négrière et l'esclavage - Édouard Glissant, une pensée archipélique



16:00

25 ans après, Christiane Taubira s'exprime sur les avancées et les limites de la loi qu'elle a portée. La question des réparations, l'abstention de la France, le 25 mars dernier, au vote de l'ONU, ou les récentes attaques racistes visant des élus sont au cœur de débats d'actualité et nous interroge sur le chemin qu'il reste à parcourir.

25 ans après, Christiane Taubira revient sur le combat pour sa loi historique sur l'esclavage - France 24

Retrouvez la playlist complète



SONJÉ !

« ON NE RÉPARE PAS LA MÉMOIRE, COMME UNE BOÎTE À FUSIBLES », ÉCRIVAIT ÉDOUARD GLISSANT DANS SON RAPPORT POUR LA CRÉATION D'UN CENTRE NATIONAL POUR LA MÉMOIRE DES ESCLAVAGES ET DE LEURS ABOLITIONS. UN RAPPORT, COMMANDÉ EN 2006, PAR LE PRÉSIDENT JACQUES CHIRAC. AU DEVOIR DE MÉMOIRE, GLISSANT SUBSTITUAIT « UN DEVOIR DE CONNAISSANCE ET, DANS LE CAS DES ESCLAVAGES, DE RE-CONNAISSANCE : ET C'EST LA CONNAISSANCE, ET ELLE SEULE, QUI RAVIVERA LA MÉMOIRE ». VOILÀ NOTRE SÉLECTION.

Texte Floriane Jean-Gilles

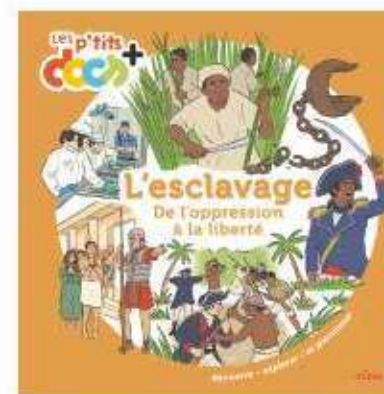
À FAIRE



Remonter son arbre généalogique jusqu'à découvrir la trace de ses aïeux libérés et nommés en 1848. Anchoukaj est l'œuvre d'un travail d'archives titanesque, mené par le Comité marche du 23 mai 1998, restitué au public à travers ce moteur de recherche. Vous êtes à un clic de la larme à l'œil !

www.anchoukaj.org

À LIRE

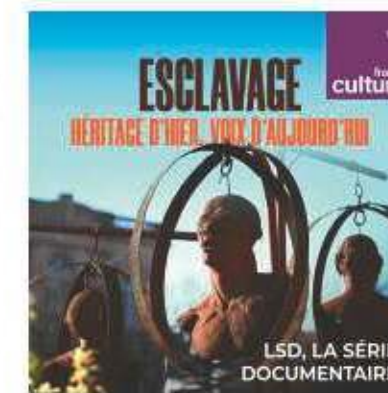


On aime l'idée qu'il n'y a pas d'âge pour parler de l'esclavage. Et encore plus, quand on sait la difficulté qui persiste parfois à aborder cette question en famille. Ce livre documentaire pose les premiers jalons, de l'Antiquité à nos jours, sans rien occulter des violences et des résistances. Écrit par Audrey Guillier et illustré par Sara Vincenzi, l'ouvrage a été relu par Myriam Cottias, directrice du Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRES).

L'esclavage, de l'oppression à la liberté, éditions Milan, 40 pages, 2026. À partir de 7 ans.

À ÉCOUTER

Ils sont artistes, universitaires, historiens, militants associatifs, filles et fils d'esclaves ou descendants de négriers, tous racontent l'esclavage au micro d'Aurélie Bambuck. Cette série de 4 reportages est à la fois une déambulation géographique, dans les anciens ports de la traite atlantique, et une mémoire vivante et polyphonique. Chaque histoire, chaque souvenir de famille, chaque nom, chaque lieu, chaque initiative raconte une histoire plus grande et contribue, en patchwork, à en faire l'héritage de tous. C'est passionnant et nécessaire.



Esclavage : héritage d'hier, voix d'aujourd'hui (4 épisodes), à écouter sur Radio France

À VOIR

On a tous en tête cette image de Christiane Taubira, au pupitre de l'Assemblée nationale, déclarant : « Nous allons décrire le crime, l'œuvre d'oubli, le silence, et dire les raisons de donner nom et statut à cette abomination ». Un discours qui fait date, une loi pionnière. Le documentaire de Mathilde Damoiseil en ravive le souvenir, 25 ans après.



Christiane Taubira : une loi pour mémoire, disponible sur france.tv

À MÉDITER

« C'est en quoi la mémoire des esclavages nous est avant tout précieuse. Comme la mémoire de tout massacre ou de tout génocide, elle importe à l'équilibre du monde. Non pas parce que la mémoire nous est indispensable, ni parce que la morale nous l'impose, mais parce que l'absence de mémoire laisse en chacun et en tous une faiblesse irréparable. Et aussi parce que toute mémoire récupérée est avant tout un outil de solidarité entre peuples. Il nous faut d'abord nous souvenir ensemble, et que l'oubli à l'occasion devienne un consentement non troublé, ratifié par tous. Notre action la plus haute devrait être de restaurer dans ce monde les prestiges de l'alliance, et d'aviver la rencontre des différences. »

Mémoires des esclavages, Édouard Glissant, éditions Gallimard/La documentation française, 2007

À DÉCOUVRIR



Audrey Célestine, historienne et politiste, professeure à l'Université de New York et présidente du conseil scientifique de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage (FME)

PERDRE LA MÉMOIRE, LA RECONVOQUER, EN FAIRE UN DEVOIR, EN ÉRIGER LES LIEUX POUR CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE COLLECTIVE. QUE SIGNIFIE « SE SOUVENIR » ? NOUS AVONS POSÉ LA QUESTION À AUDREY CÉLESTINE, HISTORIENNE ET POLITISTE, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE NEW YORK ET PRÉSIDENTE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE (FME).

En ce mois des mémoires, que signifie, pour vous, « se souvenir » ?

La question n'est pas si simple. Les gens n'ont jamais cessé de se souvenir, ils le font d'ailleurs tout le temps. La peur du retour de l'esclavage, l'enjeu de la dignité, l'enjeu de s'en sortir, sont autant de questions qui ont traversé nos sociétés depuis l'abolition. Là où l'enjeu de se souvenir est plus complexe, c'est lorsqu'il touche au caractère officiel de la chose. Il s'agit là de se souvenir de façon collective et d'inscrire cela dans un calendrier national. Il s'agit de la construction même de la nation. C'est plutôt ça, je pense, l'enjeu d'actualité. Aujourd'hui, se souvenir, c'est prendre la mesure de cette histoire-là et de ses traces dans le présent de tous. Notre modernité, le monde dans lequel nous habitons, est le résultat de ces mécanismes puissants.

On parle aujourd'hui plus volontiers de « travail de mémoire » plutôt que de « devoir de mémoire », pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Il y a, peut-être, dans la notion de devoir de mémoire, un aspect normatif, qui peut sonner un peu creux, presque de l'ordre de l'incantation. Alors qu'il y a dans l'expression « travail de mémoire », cette idée que les

choses sont à recommencer en permanence, c'est-à-dire qu'il y a un travail de transmission, de mise à jour des connaissances, de commémorations qui n'est jamais abouti. Je pense que c'est un peu ça que le passage de « devoir » à « travail » peut impliquer.

Les lois mémorielles suscitent encore le débat, qui doit écrire l'histoire ? Et pourquoi ces lois sont importantes ?

Les lois mémorielles n'arrivent pas de nulle part, elles n'arrivent pas juste pour des raisons purement morales, elles agissent comme une réponse au négationnisme ou au révisionnisme. Et si les historiens travaillent à partir de sources, de méthodes, dans un rapport à la vérité, ils ne sont pas les seuls acteurs de l'écriture du passé. En réalité, ce passé est l'affaire de tous, et l'histoire elle-même n'est pas figée.

Après la loi Taubira, on a pu constater une recrudescence des recherches sur l'esclavage. L'historienne Dominique Rogers en a, d'ailleurs, dressé un état des lieux, dans le *Livre Blanc de la recherche française sur les esclavages (LIBRE)* qu'elle a coordonné au nom de la FME. Beaucoup pensent que la loi ne devrait pas avoir à faire avec l'histoire, et peut-être ; mais dire que ces lois empêchent les historiens de faire leur travail, c'est faux. C'est faux parce qu'il y a de plus en plus de recherches sur ces questions. La loi a permis d'apporter une légitimité à ces sujets.

Les lois mémorielles n'ont rien à voir avec la repentance ou la flagellation, elles prennent acte, elles disent : « Voilà ce dont on parle, des millions de vies ont été exterminées ». Et si pour cela il faut des moments de commémoration, il faut des discours, il faut des manifestations, eh bien soit ! Et en fait, là, on est au-delà de l'écriture de l'histoire.

Vous souvenez-vous de la première fois où vous avez été confrontée à l'histoire de l'esclavage ?

Le premier souvenir qui me revient à l'esprit, c'est en 1988, j'avais 8 ans, et je jouais le rôle d'une esclave dans un grand spectacle, organisé en plein air, à Fort-de-France, intitulé *Liberté inachevée*, sous la houlette d'Ousmane Seck, professeur de théâtre. Le spectacle avait été organisé dans le cadre de la 140^e commémoration de l'abolition de l'esclavage. Je fais partie de cette génération pour laquelle l'esclavage n'a jamais été une histoire tabou. Je garde aussi le souvenir de discussion de famille sur le colorisme, qui découle tout droit de ce passé. Mais j'ai pris la mesure de l'horreur que ça représentait de façon très progressive. Je pense que le film *Rue Cases-Nègres*, d'Euzhan Palcy, m'a permis de faire le pont entre le monde des années 1980 dans lequel je vivais et le monde de l'esclavage, par cette représentation de la première moitié du XX^e siècle. J'ai aussi en tête, comme beaucoup de personnes, la série *Roots (Racines)*. Par conséquent, la

représentation que j'avais de l'esclavage, c'était le coton et les États-Unis. Puis, on a connu les *telenovelas*, que ma grand-mère adorait, comme *Isaura*. Mais là, c'étaient les images du Brésil. Pourtant on se reconnaissait dans ces fictions, la culture populaire a joué un rôle dans mon appréhension de l'histoire de l'esclavage.

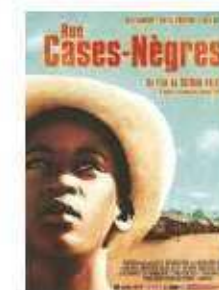
Si vous deviez recommander un livre, un film, un podcast essentiel pour renouer avec l'histoire de l'esclavage, lequel serait-il ?

Ce n'est pas facile de choisir, car c'est un patchwork. Mais si je dois en citer un seul, je dirai que *Silencing the Past* de Michel-Rolph Trouillot, récemment traduit en français, sous le titre *Faire taire le passé*, a beaucoup compté pour moi. C'est un livre important sur la réflexion entre le passé, le présent, la mémoire, sur ce que la révolution haïtienne a fait à l'histoire, sur la manière dont cette révolution a reconstruit les catégories de liberté, parce que d'un coup, il est devenu possible que des esclaves se révoltent au nom de l'émancipation.

La sélection d'Audrey Célestine



Livre Blanc de la recherche française sur les esclavages (LIBRE), coordonné par Dominique Rogers (à lire sur Calaméo)



Rue Cases-Nègres de Euzhan Palcy (1983)



Faire taire le passé, éditions Lux, 280 pages, 2025

CAP SUR L'ÎLE DE GORÉE



Il y a 50 ans, Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal, arrivait en Martinique en visite officielle. Nous sommes en 1976 et la rencontre avec Aimé Césaire fait date parce que c'est la première fois qu'un dirigeant africain en exercice voyage en Martinique, parce qu'elle célèbre les retrouvailles culturelles avec l'Afrique, parce qu'elle réunit deux figures intellectuelles et politiques indiscutables, fondatrices du concept de négritude. Un demi-siècle plus tard, pour commémorer cette rencontre, une yole martiniquaise a été acheminée jusqu'à l'île de Gorée où elle fera une traversée unique avant de devenir une pièce de musée qui relie deux territoires et reconnecte une histoire longtemps fragmentée entre l'Afrique et les Caraïbes. Texte Mathieu Rached

Ce qu'il ne fallait pas louper !

ENTRE QUÊTE D'IDENTITÉ, MÉMOIRE HISTORIQUE ET DÉCRYPTAGE SOCIÉTAL, VOICI LES CONTENUS QUI VOUS ONT CAPTIVÉS CES DERNIÈRES SEMAINES.



KANY : L'IDENTITÉ PLURIELLE

« Je suis bien Martiniquaise, Malienne et Ivoirienne. » L'artiste Kany s'est livrée sur son parcours, entre R&B, afro-pop et racines caribéennes. Sans calcul, le créole s'invite naturellement dans ses textes, reflet d'une identité riche qu'elle ne remet jamais en question.

▶ 271,6 k vues
♥ 22,8 k Interactions



BUMIDOM : LE VÉCU D'UNE GÉNÉRATION

À travers le récit poignant de Jérônise, partie à 18 ans, nous sommes revenus sur l'histoire du BUMIDOM. Entre promesses de formation et réalité des tâches domestiques, ce témoignage en deux parties lève le voile sur le déracinement et la résilience de toute une génération.

▶ 317,2 k vues
♥ 13,2 k Interactions



FANN TCHOU : L'ANALYSE

Le « fann tchou » est-il un frein à notre réussite collective ? Le psychologue Errol Nuissier a décrypté pour nous cette expression créole, souvent synonyme d'une énergie détournée pour empêcher l'autre d'avancer. Une réflexion sur l'importance de transformer nos dynamiques sociales.

▶ 150,9 k vues
♥ 2,9 k Interactions



@EWAG.FR

Juin 2026



on (se) formait pour (se) transformer ?

Retrouvez toute la programmation 2026



Vous souhaitez communiquer ?
CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43





DS AUTOMOBILES

Voyager est un Art



N°8

100% ÉLECTRIQUE
750 KM D'AUTONOMIE

DS SÉRÉNITÉ
JUSQU'À 8^{*} ANS
GARANTIE PREMIUM

DS N° 8 245 PS Long Range, consommation moyenne 19,6 kWh/100 km; émissions de CO2 0 g/km; catégorie d'efficacité énergétique A. Données provisoires, en cours d'homologation.

*8 ans de sérénité ou 160 000 kilomètres : 2 ans de garantie constructeur + 6 ans renouvelé tous les ans après chaque passage en atelier. Valable sur l'ensemble des motorisations : thermique, hybride et électrique. La garantie DS Sérénité couvre les organes essentiels : le moteur, la boîte de vitesses, la transmission. Excepté en Guyane.



SOMASCO

DS SALON : Z.I. COLLERY LOT, MARENGO - CAYENNE - 0594 35 07 00
1430 AV. GASTON MONNERVILLE - ST-LAURENT - 0594 27 64 68
DSautomobiles.gf

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer